

# Journal Officiel de la République Tunisienne

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Mardi 28 chaouel 1437 – 2 août 2016

159<sup>ème</sup> année

N° 63

## Sommaire

### Décrets et Arrêtés

#### Présidence de la République

**Décret Présidentiel n° 2016-94 du 31 juillet 2016**, relatif à la démission du gouvernement et le chargeant de gérer les affaires courantes ..... 2371

#### Présidence du Gouvernement

Attribution de la classe exceptionnelle à l'emploi de directeur ..... 2371

Nomination d'un conservateur en chef des bibliothèques ou de documentation..... 2371

Nomination de conseillers de presse en chef..... 2371

#### Ministère des Finances

**Décret gouvernemental n° 2016-901 du 22 juillet 2016**, portant répartition des crédits, octroi de crédits complémentaires et virement de crédits de partie à partie et d'article à article au titre du budget de l'Etat pour l'année 2015 ..... 2371

#### Ministère de la Santé

Nomination d'un directeur..... 2399

#### Ministère de la Fonction Publique, de la Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption

Nomination d'un directeur général ..... 2399

Arrêté du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption du 2 août 2016, portant délégation de signature en matière disciplinaire..... 2399

Arrêtés du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption du 2 août 2016, portant délégation de signature..... 2400

**Ministère de l'Education**

**Décret gouvernemental n° 2016-903 du 18 juillet 2016**, modifiant et complétant le décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013, fixant le statut particulier du corps des enseignants exerçant dans les écoles primaires relevant du ministère de l'éducation..... **2401**

**Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi**

**Décret gouvernemental n° 2016-904 du 27 juillet 2016**, complétant le décret n° 2012-2369 du 16 octobre 2012, fixant les programmes du fonds national de l'emploi, les conditions et les modalités de leur bénéfice..... **2405**

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche**

**Décret gouvernemental n° 2016-905 du 27 juillet 2016**, fixant les zones de grandes cultures sinistrées par la sécheresse pour la campagne agricole 2015/2016..... **2408**

# décrets et arrêtés

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

### **Décret Présidentiel n° 2016-94 du 31 juillet 2016, relatif à la démission du gouvernement et le chargeant de gérer les affaires courantes.**

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment ses articles 72 et 98,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu la lettre d'information adressée par le président de l'assemblée des représentants du peuple le 22 juillet 2016, relative à l'invitation du chef du gouvernement et de l'ensemble de ses membres pour assister à la séance plénière consacrée un vote de confiance sur la poursuite de l'action du gouvernement, suite à la demande du chef du gouvernement en date du 20 juillet 2016,

Vu la lettre adressée par le président de l'assemblée des représentants du peuple le 30 juillet 2016, informant le Président de la République du non renouvellement de confiance sur la poursuite de l'action du gouvernement, par l'assemblée des représentants des peuple lors de sa séance tenue le 30 juillet 2016.

Prend le décret Présidentiel dont la teneur suit :

Article premier - Suite au non renouvellement par l'assemblée des représentants du peuple de la confiance sur la poursuite de ses activités, et ce, lors de sa séance tenue le 30 juillet 2016, le gouvernement est réputé démissionnaire.

Art. 2 - Le gouvernement démissionnaire est chargée de continuer à gérer les affaires courantes, et ce, jusqu'à la prise de fonctions du nouveau gouvernement.

Art. 3 - Le présent décret Présidentiel sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Tunis, le 31 juillet 2016.

*Le Président de la République*

**Mohamed Béji Caïd Essebsi**

## PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

### **Par arrêté du ministre auprès du chef du gouvernement chargé du secrétariat général du gouvernement du 22 juillet 2016.**

La classe exceptionnelle à l'emploi de directeur d'administration centrale, est accordée à Monsieur Moncef Ben Salem, administrateur général de greffe de la cour des comptes, directeur des affaires administratives et financières au secrétariat général de la cour des comptes.

### **Par arrêté du ministre auprès du chef du gouvernement chargé du secrétariat général du gouvernement du 22 juillet 2016.**

Monsieur Atef Inoubli est nommé au grade de conservateur en chef des bibliothèques ou de documentation à la Présidence du gouvernement.

### **Par arrêté du ministre auprès du chef du gouvernement chargé du secrétariat général du gouvernement du 22 juillet 2016.**

Mesdames dont les noms suivent, sont nommées au grade de conseillers de presse en chef à la Présidence du gouvernement :

- Nabihia Abdelmoumen,
- Raja Saadani,
- Khaoula Selmi,
- Hajer Chraïbi,
- Samia Zouari.

## MINISTERE DES FINANCES

### **Décret gouvernemental n° 2016-901 du 22 juillet 2016, portant répartition des crédits, octroi de crédits complémentaires et virement de crédits de partie à partie et d'article à article au titre du budget de l'Etat pour l'année 2015.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la loi n° 67-53 du 8 décembre 1967, portant loi organique du budget, telle que modifiée ou complétée par les textes subséquents et notamment ses articles 11, 16, 31 et 36,

Vu la loi n° 2014-59 du 26 décembre 2014, portant loi de finances pour l'année 2015, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 2015-30 du 18 août 2015, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015,

Vu le décret n° 2014-4511 du 30 décembre 2014, tel que modifié par le décret n° 2015-1096 du 20 août 2015, portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2015, telle qu'elle a été modifiée par la loi de finances complémentaire pour l'année 2015 susvisées.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Est autorisé, le virement de crédits de partie à partie et d'article à article à l'intérieur des chapitres du budget de l'Etat pour l'année 2015 titre I conformément au tableau « A » annexé au présent décret gouvernemental.

Art. 2 - Est autorisé, l'octroi de crédits complémentaires par prélèvement sur le chapitre « dépenses imprévues et non réparties » du budget de

l'Etat pour l'année 2015 titre I conformément au tableau « B » annexé au présent décret gouvernemental.

Art. 3 - Les crédits d'engagement et les crédits de paiement du budget de l'Etat pour l'année 2015 du titre II sont répartis par parties et par articles conformément au tableau « C » annexé au présent décret gouvernemental.

Art. 4 - Est autorisé, l'octroi de crédits complémentaires par prélèvement sur le chapitre « dépenses imprévues et non réparties » du budget de l'Etat pour l'année 2015 titre II conformément au tableau « D » annexé au présent décret gouvernemental.

Art. 5 - Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 22 juillet 2016.

*Le Chef du Gouvernement*  
**Habib Essid**

*Pour Contreseing*  
*Le ministre des finances*  
**Slim Chaker**

**TABLEAU "A" : VIREMENT DE CREDITS DE PARTIE A PARTIE  
ET D'ARTICLE A ARTICLE POUR L'ANNEE 2015  
TITRE I**

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
<b>CHAPITRE 1 : ASSEMBLEE DES REPRESENTANTS DU PEUPLE</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b>444 000</b>	<b>429 000</b>
	01.100	Rémunération des pouvoirs publics		429 000
	01.101	Rémunération du personnel permanent	360 000	
	01.102	Rémunération du personnel non permanent	84 000	
02		<b>Moyens des Services</b>	<b>25 000</b>	<b>50 000</b>
	02.200	Dépenses spécifiques des pouvoirs publics	25 000	
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics		50 000
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b>10 000</b>	
	03.302	Interventions dans le domaine social	10 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 1 =</b>			<b>479 000</b>	<b>479 000</b>
<b>CHAPITRE 2 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b>462 600</b>	<b>462 600</b>
	01.100	Rémunération des pouvoirs publics		432 000
	01.101	Rémunération du personnel permanent	432 000	
	01.102	Rémunération du personnel non permanent	30 600	
	01.124	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations		14 100
	01.125	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations		16 500
02		<b>Moyens des Services</b>	<b>119 000</b>	<b>235 000</b>
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics		235 000
	02.224	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics	81 400	
	02.225	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics	37 600	
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b>116 000</b>	
	03.300	Transferts	50 000	
	03.302	Interventions dans le domaine social	63 000	
	03.305	Interventions dans les domaines de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	3 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 2 =</b>			<b>697 600</b>	<b>697 600</b>
<b>CHAPITRE 3 : PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b>144 000</b>	<b>144 000</b>
	01.100	Rémunération des pouvoirs publics	85 000	
	01.101	Rémunération du personnel permanent	59 000	
	01.102	Rémunération du personnel non permanent		59 500
	01.124	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations		4 500
	01.125	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations		80 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 3 =</b>			<b>144 000</b>	<b>144 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
<b>CHAPITRE 4 : MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>				
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>3 757 900</u></b>	<b><u>3 757 900</u></b>
	01.100	Rémunération des pouvoirs publics	50 000	
	01.101	Rémunération du personnel permanent	3 707 900	
	01.102	Rémunération du personnel non permanent		1 657 900
	01.116	Rémunération du Personnel exerçant à l'étranger		2 100 000
02		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>300 000</u></b>	<b><u>300 000</u></b>
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics	300 000	
	02.224	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics		300 000
03		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b><u>591 700</u></b>	<b><u>591 700</u></b>
	03.300	Transferts	161 700	
	03.301	Interventions à caractère général	100 000	
	03.302	Interventions dans le domaine social	330 000	
	03.307	Contributions aux organismes internationaux		591 700
<b>TOTAL DU CHAPITRE 4 =</b>			<b>4 649 600</b>	<b>4 649 600</b>
<b>CHAPITRE 5 : MINISTERE DE LA JUSTICE</b>				
<b><u>1 – La justice</u></b>				
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>2 741 000</u></b>	<b><u>1 601 000</u></b>
	01.101	Rémunération du personnel permanent	2 741 000	
	01.102	Rémunération du personnel non permanent		1 601 000
02		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>37 000</u></b>	<b><u>1 177 000</u></b>
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics	37 000	
	02.202	Dépenses d'exploitation et d'entretien des ouvrages publics		37 000
	02.224	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics		1 140 000
<b>S/TOTAL 1 =</b>			<b>2 778 000</b>	<b>2 778 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 5 =</b>			<b>2 778 000</b>	<b>2 778 000</b>
<b>CHAPITRE 6 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>				
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>245 950</u></b>	<b><u>145 950</u></b>
	01.100	Rémunération des pouvoirs publics		110 950
	01.101	Rémunération du personnel permanent	245 950	
	01.102	Rémunération du personnel non permanent		35 000
02		<b><u>Moyens des Services</u></b>		<b><u>350 000</u></b>
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics		350 000
03		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b><u>1 550 000</u></b>	<b><u>1 300 000</u></b>
	03.301	Interventions à caractère général		1 150 000
	03.302	Interventions dans le domaine social		150 000
	03.307	Contributions aux organismes internationaux	1 550 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 6 =</b>			<b>1 795 950</b>	<b>1 795 950</b>

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
<b>CHAPITRE 7 : MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b><u>2 775 747</u></b>	
	01.101	Rémunération du personnel permanent	2 775 747	
02		<b>Moyens des Services</b>		<b><u>2 775 747</u></b>
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics		2 775 747
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b><u>13 000</u></b>	<b><u>13 000</u></b>
	03.302	Interventions dans le domaine social		13 000
	03.307	Contributions aux organismes internationaux	13 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 7 =</b>			<b>2 788 747</b>	<b>2 788 747</b>
<b>CHAPITRE 8: MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b><u>38 500</u></b>	<b><u>38 500</u></b>
	01.100	Rémunération des pouvoirs publics		38 500
	01.102	Rémunération du personnel non permanent	38 500	
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b><u>123 000</u></b>	<b><u>123 000</u></b>
	03.302	Interventions dans le domaine social		123 000
	03.305	Interventions dans les domaines de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	123 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 8 =</b>			<b>161 500</b>	<b>161 500</b>
<b>CHAPITRE 10 : MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>				
<b><u>1- DEVELOPPEMENT</u></b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b><u>150 000</u></b>	<b><u>150 000</u></b>
	01.136	Dépenses des rémunérations publiques par programme	150 000	
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations publiques par programme		150 000
<b>S/TOTAL 1 =</b>			<b>150 000</b>	<b>150 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 10 =</b>			<b>150 000</b>	<b>150 000</b>
<b>CHAPITRE 12: MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b><u>2 566 000</u></b>	<b><u>1 932 000</u></b>
	01.136	Dépenses des rémunérations publiques par programme	2 566 000	
	01.137	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations publiques par programme		1 850 000
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations publiques par programme		82 000
02		<b>Moyens des Services</b>		<b><u>634 000</u></b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme		584 000
	02.237	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme		50 000
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b><u>38 000</u></b>	<b><u>38 000</u></b>
	03.336	Dépenses des interventions par programme	38 000	
	03.337	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		38 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 12 =</b>			<b>2 604 000</b>	<b>2 604 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
01	01.138	<b>CHAPITRE 14 : MINISTERE DU COMMERCE</b> <b>Rémunérations Publiques</b> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations publiques par programme	<b><u>1 761 800</u></b> 1 761 800	
02	02.238	<b>Moyens des Services</b> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	<b><u>1 707 000</u></b> 1 707 000	
03	03.338	<b>Interventions Publiques</b> Subventions aux établissements publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme	<b><u>5 000</u></b> 5 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 14 =</b>			<b>3 473 800</b>	
01	01.100 01.101	<b>CHAPITRE 15: MINISTERE DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b> <b>Rémunérations Publiques</b> Rémunération des pouvoirs publics Rémunération du personnel permanent	<b><u>121 500</u></b> 121 500	<b><u>121 500</u></b> 121 500
<b>TOTAL DU CHAPITRE 15 =</b>			<b>121 500</b>	<b>121 500</b>
01	01.138	<b>CHAPITRE 16: MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT</b> <b>Rémunérations Publiques</b> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations publiques par programme		<b><u>1 761 800</u></b> 1 761 800
02	02.236	<b>Moyens des Services</b> Dépenses des moyens des services par programme	<b><u>7 221</u></b> 7 221	<b><u>1 707 000</u></b>
03	02.238 03.336 03.338	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme <b>Interventions Publiques</b> Dépenses des interventions par programme Subventions aux établissements publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		1 707 000 <b><u>12 221</u></b> 7 221 5 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 16 =</b>			<b>7 221</b>	<b>3 481 021</b>
01	01.136	<b>CHAPITRE 17 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b> <b>Rémunérations Publiques</b> Rémunération publique par programme	<b><u>1 092 000</u></b> 1 092 000	
02	02.236 02.239	<b>Moyens des Services</b> Dépenses des moyens des services par programme Frais de fonctionnement des services à l'étranger par programme	<b><u>24 000</u></b> 24 000	<b><u>1 116 000</u></b> 1 116 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 17 =</b>			<b>1 116 000</b>	<b>1 116 000</b>



(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
<b>CHAPITRE 18 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b>44 660</b>	
02	01.136	Rémunération publique par programme	44 660	
		<b>Moyens des Services</b>		<b>44 660</b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme		44 660
<b>TOTAL DU CHAPITRE 18 =</b>			<b>44 660</b>	<b>44 660</b>
<b>CHAPITRE 20: MINISTERE DE LA CULTURE ET DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b>427 999</b>	<b>427 999</b>
	01.136	Rémunération publique par programme		412 999
	01.137	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations publiques par programme		15 000
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme	427 999	
02		<b>Moyens des Services</b>	<b>100 000</b>	<b>270 000</b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme		225 800
	02.237	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme		44 200
	02.238	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	100 000	
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b>3 048 829</b>	<b>2 878 829</b>
	03.336	Dépenses des interventions par programme	3 023 829	
	03.337	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		2 878 829
	03.338	Subventions aux établissements publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme	25 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 20 =</b>			<b>3 576 828</b>	<b>3 576 828</b>
<b>CHAPITRE 21 : MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>				
<b>1- Jeunesse</b>				
02		<b>Moyens des Services</b>	<b>147 500</b>	<b>147 500</b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme	147 500	
	02.237	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme		147 500
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>147 500</b>	<b>147 500</b>
<b>2- Sports</b>				
01		<b>Rémunérations Publiques</b>	<b>1 340 500</b>	<b>515 000</b>
	01.136	Rémunération publique par programme	1 340 500	
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme		515 000
02		<b>Moyens des Services</b>		<b>190 500</b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme		190 500
03		<b>Interventions Publiques</b>	<b>20 000</b>	<b>655 000</b>
	03.336	Dépenses des interventions par programme	20 000	
	03.337	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		635 000
	03.338	Subventions aux établissements publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		20 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>1 360 500</b>	<b>1 360 500</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 21 =</b>			<b>1 508 000</b>	<b>1 508 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
		<b>CHAPITRE 22 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE</b>		
		<b><u>2- Enfance</u></b>		
		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b><u>322 412</u></b>	<b><u>322 412</u></b>
03	03.336	Dépenses des interventions par programme	322 412	
	03.337	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		322 412
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>322 412</b>	<b>322 412</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 22 =</b>			<b>322 412</b>	<b>322 412</b>
		<b>CHAPITRE 23 : MINISTERE DE LA SANTE</b>		
		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>27 242 000</u></b>	<b><u>27 100 000</u></b>
01	01.136	Dépenses des rémunérations publiques par programme	27 242 000	
	01.137	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme		15 600 000
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme		11 500 000
02	02.236	<b><u>Moyens des Services</u></b> Dépenses des moyens des services par programme		<b><u>142 000</u></b> 142 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 23 =</b>			<b>27 242 000</b>	<b>27 242 000</b>
		<b>CHAPITRE 24 : MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES</b>		
		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>1 141 400</u></b>	<b><u>1 141 400</u></b>
01	01.136	Dépenses des rémunérations publiques par programme		1 141 400
	01.137	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme	177 400	
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme	964 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 24 =</b>			<b>1 141 400</b>	<b>1 141 400</b>
		<b>CHAPITRE 25 : MINISTERE DE L'EDUCATION</b>		
		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>700 000</u></b>	<b><u>700 000</u></b>
01	01.136	Dépenses des rémunérations publiques par programme	700 000	
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme		700 000
02	02.236	<b><u>Moyens des Services</u></b> Dépenses des moyens des services par programme	<b><u>4 300 300</u></b> 4 300 300	<b><u>5 194 300</u></b>
	02.237	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme		5 194 300
03	03.336	<b><u>Interventions Publiques</u></b> Dépenses des interventions par programme	<b><u>1 352 000</u></b> 1 352 000	<b><u>458 000</u></b>
	03.337	Subventions aux établissements publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention par programme		458 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 25 =</b>			<b>6 352 300</b>	<b>6 352 300</b>

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Diminution	Augmentation
01		<b>CHAPITRE 26: MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		
		<b><u>1- Enseignement supérieur</u></b>		
		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>1 040 000</u></b>	<b><u>1 040 000</u></b>
	01.136	Dépenses des rémunérations publiques par programme	1 040 000	
	01.137	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme		985 000
	01.139	Rémunération du Personnel exerçant à l'étranger par programme		55 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>1 040 000</b>	<b>1 040 000</b>
02		<b><u>2- Recherche Scientifique</u></b>		
		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>94 400</u></b>	<b><u>94 400</u></b>
	02.237	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	94 400	
	02.238	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme		94 400
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>94 400</b>	<b>94 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 26 =</b>			<b>1 134 400</b>	<b>1 134 400</b>

**TABLEAU "B" : REPARTITION DES CREDITS COMPLEMENTAIRES**  
**POUR L'ANNEE 2015**  
**TITRE I**

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Montant des crédits
<b>DIMINUTION</b>			
<b>CHAPITRE 31- DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES</b>			<b>150 626 981</b>
<b>AUGMENTATION</b>			
<b>CHAPITRE PREMIER : ASSEMBLEE DES REPRESENTANTS DU PEUPLE</b>			
<b>02</b>		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>2 324 000</u></b>
	<b>02.200</b>	Dépenses spéciales de Souveraineté	1 600 000
	<b>02.201</b>	Dépenses de fonctionnement des services publics	724 000
<b>03</b>		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b><u>50 000</u></b>
	<b>03.302</b>	Interventions dans le domaine social	50 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 1 =</b>			<b>2 374 000</b>
<b>CHAPITRE 2 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>			
<b>02</b>		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>2 083 500</u></b>
	<b>02.200</b>	Dépenses spéciales de Souveraineté	700 000
	<b>02.201</b>	Dépenses de fonctionnement des services publics	1 383 500
<b>03</b>		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b><u>300 000</u></b>
	<b>03.302</b>	Interventions dans le domaine social	300 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 2 =</b>			<b>2 383 500</b>
<b>CHAPITRE 3 : PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT</b>			
<b>01</b>		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>3 842 000</u></b>
	<b>01.125</b>	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations	3 842 000
<b>02</b>		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>1 586 974</u></b>
	<b>02.201</b>	Dépenses de fonctionnement des services publics	1 145 313
	<b>02.224</b>	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics	354 000
	<b>02.225</b>	Subventions aux Etablissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics	87 661
<b>03</b>		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b><u>1 458</u></b>
	<b>03.324</b>	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses d'intervention	1 458
<b>TOTAL DU CHAPITRE 3 =</b>			<b>5 430 432</b>
<b>CHAPITRE 4 : MINSTERE DE L'INTERIEUR</b>			
<b>01</b>		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b><u>4 000 000</u></b>
	<b>01.125</b>	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations	4 000 000
<b>02</b>		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b><u>12 804 800</u></b>
	<b>02.201</b>	Dépenses de fonctionnement des services publics	12 804 800

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Montant des crédits
03		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b>12 070 000</b>
	03.301	Interventions à caractère général	8 180 000
	03.302	Interventions dans le domaine social	3 890 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 4 =</b>			<b>28 874 800</b>
<b>CHAPITRE 5 : MINISTERE DE LA JUSTICE</b>			
02		<b><u>1-la justice</u></b>	
		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b>1 300 000</b>
	02.201	Dépenses de fonctionnement des services publics	700 000
	02.224	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics	600 000
<b>Sous Total 1 =</b>			<b>1 300 000</b>
<b>2-DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE TRANSITOIRE</b>			
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b>32 534</b>
	01.100	Rémunérations des pouvoirs publics	32 534
<b>Sous Total 2=</b>			<b>32 534</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 5 =</b>			<b>1 332 534</b>
<b>CHAPITRE 7 : MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE</b>			
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b>17 000 000</b>
	01.101	Rémunération du personnel permanent	17 000 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 7 =</b>			<b>17 000 000</b>
<b>CHAPITRE 9: MINISTERE DES FINANCES</b>			
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b>17 350 000</b>
	01.136	Rémunération publique par programme	17 350 000
02		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b>7 202 350</b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme	6 773 350
	02.237	Subventions aux Établissements Publics soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	429 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 9 =</b>			<b>24 552 350</b>
<b>CHAPITRE 10 : MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>			
<b><u>2- COOPERATION INTERNATIONALE</u></b>			
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b>105 000</b>
	01.136	Rémunération publique par programme	105 000
03		<b><u>Interventions Publiques</u></b>	<b>7 500</b>
	03.336	Dépenses des interventions publiques par programme	7 500
<b>Sous Total 2=</b>			<b>112 500</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 10=</b>			<b>112 500</b>
<b>CHAPITRE 11 : MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>			
01		<b><u>Rémunérations Publiques</u></b>	<b>5 612 000</b>
	01.136	Rémunération publique par programme	5 612 000
02		<b><u>Moyens des Services</u></b>	<b>200 000</b>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme	200 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 11 =</b>			<b>5 812 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Montant des crédits
02	02.236	<b>CHAPITRE 12 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE</b> <u>Moyens des Services</u> Dépenses des moyens des services par programme	<b>266 000</b> 266 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 12 =</b>			<b>266 000</b>
02	02.236	<b>CHAPITRE 14 : MINISTERE DU COMMERCE</b> <u>Moyens des Services</u> Dépenses des moyens des services par programme	<b>1 167 600</b> 1 167 600
03	03.336	<u>Interventions Publiques</u> Dépenses des interventions publiques par programme	<b>30 485</b> 30 485
<b>TOTAL DU CHAPITRE 14 =</b>			<b>1 198 085</b>
02	02.238	<b>CHAPITRE 16: MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT</b> <u>Moyens des Services</u> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	<b>10 152 640</b> 10 152 640
<b>TOTAL DU CHAPITRE 16 =</b>			<b>10 152 640</b>
02	02.236	<b>CHAPITRE 17 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b> <u>Moyens des Services</u> Dépenses des moyens des services par programme	<b>4 600 000</b> 4 600 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 17 =</b>			<b>4 600 000</b>
01	01.138	<b>CHAPITRE 20 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA SAUEGARDE DU PATRIMOINE</b> <u>Rémunérations Publiques</u> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme	<b>792 000</b> 792 000
02	02.238	<u>Moyens des Services</u> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	<b>349 000</b> 349 000
03	03.336	<u>Interventions Publiques</u> Dépenses des interventions publiques par programme	<b>2 546 000</b> 2 546 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 20 =</b>			<b>3 687 000</b>
01	01.136	<b>CHAPITRE 21 : MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b> <u>1- Jeunesse</u> <u>Rémunérations Publiques</u> Rémunération publique par programme	<b>4 000 000</b> 4 000 000
<b>Sous Total 1 =</b>			<b>4 000 000</b>
02	02.238	<u>2- Sports</u> <u>Moyens des Services</u> Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des dépenses de fonctionnement et d'entretien des ouvrages publics par programme	<b>186 000</b> 186 000
<b>Sous Total 2 =</b>			<b>186 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 21</b>			<b>4 186 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Montant des crédits
		<b>CHAPITRE 23 : MINISTERE DE LA SANTE</b>	
02		<u>Moyens des Services</u>	<u>802 000</u>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme	802 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 23=</b>			<b>802 000</b>
		<b>CHAPITRE 24 : MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
01		<u>Rémunérations Publiques</u>	<u>1 500 000</u>
	01.136	Rémunération publique par programme	1 500 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 24=</b>			<b>1 500 000</b>
		<b>CHAPITRE 25 : MINISTERE DE L'EDUCATION</b>	
01		<u>Rémunérations Publiques</u>	<u>26 000 000</u>
	01.136	Rémunération publique par programme	26 000 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 25=</b>			<b>26 000 000</b>
		<b>CHAPITRE 26: MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>	
		1- <u>Enseignement superieur</u>	
02		<u>Moyens des Services</u>	<u>216 140</u>
	02.236	Dépenses des moyens des services par programme	216 140
<b>Sous Total 1 =</b>			<b>216 140</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 26=</b>			<b>216 140</b>
		<b>CHAPITRE 27 : MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI</b>	
01		<u>Rémunérations Publiques</u>	<u>6 147 000</u>
	01.138	Subventions aux Établissements Publics non soumis au code de la comptabilité publique au titre des rémunérations par programme	6 147 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 27 =</b>			<b>6 147 000</b>
		<b>CHAPITRE 30: INSTANCE DE LA VERITE ET DE LA DIGNITE</b>	
03		<u>Interventions Publiques</u>	<u>4 000 000</u>
	03.301	Interventions à caractère général	4 000 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 30 =</b>			<b>4 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>150 626 981</b>

**TABLEAU "C" : REPARTITION DES CREDITS D'ENGAGEMENT ET DES CREDITS DE PAIEMENT  
POUR L'ANNEE 2015**

**TITRE II**

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
06		<b>CHAPITRE 1 : L'assemblée des Représentants du Peuple</b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b>432 150</b>	<b>788 000</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	135 150	283 250
	06.604	Equipements administratifs	246 500	450 850
	06.605	Programmes informatiques	50 500	53 900
<b>TOTAL DU CHAPITRE 1 =</b>			<b>432 150</b>	<b>788 000</b>
06		<b>CHAPITRE 2 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b>4 098 000</b>	<b>3 913 000</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	830 000	400 000
	06.604	Equipements administratifs	2 223 000	2 813 000
	06.605	Programmes informatiques	145 000	
	06.610	Résidences présidentielles	900 000	700 000
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b>725 000</b>	<b>725 000</b>
	07.800	Investissements dans le domaine de l'administration générale	225 000	225 000
	07.807	Subventions d'investissement au profit des institutions constitutionnelles	500 000	500 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 2 =</b>			<b>4 823 000</b>	<b>4 638 000</b>
06		<b>CHAPITRE 3 : PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT</b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b>745 000</b>	<b>2 064 000</b>
	06.603	Bâtiments administratifs		1 602 149
	06.604	Equipements administratifs	615 000	349 098
	06.605	Programmes informatiques		71 610
	06.606	Formation	15 000	
	06.613	Dépense des institutions constitutionnelles	90 000	17 169
	06.614	Etudes, ouvrages et archives	25 000	23 974
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b>3 480 000</b>	<b>2 979 000</b>
	07.800	Investissements dans le domaine de l'administration générale	385 000	
	07.803	Investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation	35 000	26 000
	07.805	Investissements dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	3 030 000	2 953 000
	07.807	Subventions d'investissement au profit des institutions constitutionnelles	30 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 3 =</b>			<b>4 225 000</b>	<b>5 043 000</b>
06		<b>CHAPITRE 4 : MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b>468 736 245</b>	<b>222 367 718</b>
	06.601	Acquisition de terrains	100 000	416 800
	06.602	Acquisition de bâtiments	200 000	104 100
	06.603	Bâtiments administratifs	24 270 000	513 455
	06.604	Equipements administratifs	34 100 000	17 500 375
	06.605	Programmes informatiques	17 500 000	8 964 350
	06.606	Formation	10 910 000	5 461 824
	06.631	Infrastructure de la sûreté intérieure	43 099 575	22 497 018
	06.632	Equipements de la sûreté nationale	332 200 000	157 707 969
	06.633	Construction et aménagement des sièges de l'administration régionale	4 356 670	7 435 520
	06.634	Equipements de l'administration régionale	2 000 000	1 766 307
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b>113 463 000</b>	<b>113 300 000</b>
	07.800	Investissements dans le domaine de l'administration générale	57 663 000	54 500 000
	07.810	Interventions dans le domaine économique	54 000 000	57 000 000
	07.811	Interventions dans le domaine social	1 800 000	1 800 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 4 =</b>			<b>582 199 245</b>	<b>335 667 718</b>



(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
<b>CHAPITRE 5 : MINISTERE DE LA JUSTICE</b>				
06		<b>1-la justice</b>		
		<b>Investissements directs</b>	<b>24 602 807</b>	<b>31 765 761</b>
	06.601	Acquisition de terrains	200 000	
	06.603	Bâtiments administratifs	250 000	3 004 900
	06.604	Equipements administratifs	1 000 000	1 761 250
	06.605	Programmes informatiques	1 300 000	904 600
	06.606	Formation	800 000	9 100
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication		5 000
	06.638	Construction et aménagement des Justices Cantonales	3 180 000	2 389 203
	06.639	Construction et aménagement des Tribunaux de Première Instance	2 300 000	599 100
	06.640	Construction et aménagement des Cours d'Appel et de Cassation	200 000	210 200
	06.641	Equipement des juridictions	500 000	736 600
	06.642	Projets de rééducation sociale	14 172 807	21 245 808
07	06.672	Affaires foncières	700 000	900 000
		<b>Financement public</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>
	07.811	Interventions dans le domaine social	300 000	300 000
<b>Sous Total 1=</b>			<b>24 902 807</b>	<b>32 065 761</b>
<b>2-DROITS DE L'HOMME ET LA JUSTICE TRANSITOIRE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>170 316</b>	<b>223 334</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	170 316	183 893
	06.605	Programmes informatiques		39 441
<b>Sous Total 2=</b>			<b>170 316</b>	<b>223 334</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 5 =</b>			<b>25 073 123</b>	<b>32 289 095</b>
<b>CHAPITRE 6 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>4 230 210</b>	<b>3 360 800</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	36 600	82 600
	06.604	Equipements administratifs	110 600	154 600
	06.605	Programmes informatiques	131 000	151 500
	06.645	Construction des postes diplomatiques à l'étranger	3 500	350 500
	06.646	Aménagement des postes diplomatiques à l'étranger	3 506 010	1 972 600
	06.647	Equipement des postes diplomatiques à l'étranger	442 500	649 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 6 =</b>			<b>4 230 210</b>	<b>3 360 800</b>
<b>CHAPITRE 7 : MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>590 166 671</b>	<b>584 113 421</b>
	06.602	Acquisition de bâtiments		37 927
	06.604	Equipements administratifs	559 500	559 500
	06.606	Formation	200 000	1 539 675
	06.608	Dépenses diverses	1 000 000	1 000 000
	06.650	Infrastructure militaire	47 058 000	26 679 248
	06.651	Equipements militaires	541 349 171	554 297 071
07		<b>Financement public</b>	<b>2 850 000</b>	<b>2 850 000</b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	2 850 000	2 850 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 7 =</b>			<b>593 016 671</b>	<b>586 963 421</b>
<b>CHAPITRE 8 : MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>2 714 600</b>	<b>1 876 176</b>
	06.604	Equipements administratifs	620 000	269 926
	06.605	Programmes informatiques	85 000	106 250
	06.656	Projets et programmes des affaires religieuses	2 009 600	1 500 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 8 =</b>			<b>2 714 600</b>	<b>1 876 176</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
<b>CHAPITRE 9 : MINISTERE DES FINANCES</b>				
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>82 319 157</u></b>	<b><u>29 830 361</u></b>
	06.600	Etudes générales	2 043 800	39 230
	06.601	Acquisition de terrains	328 655	328 655
	06.603	Bâtiments administratifs	1 310 427	977 159
	06.604	Equipements administratifs	4 796 342	2 485 792
	06.605	Programmes informatiques	3 216 200	331 086
	06.606	Formation	227 185	
	06.662	Acquisition des bâtiments pour les services des finances	659 280	659 280
	06.663	Construction et aménagement des recettes et des bureaux de contrôle	2 963 327	7 498 210
	06.665	Construction et aménagement des postes et locaux pour les services des douanes	5 665 821	12 147 364
	06.666	Equipement des services des douanes	61 108 120	5 363 585
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>97 000 000</u></b>	<b><u>96 600 000</u></b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	35 000 000	35 000 000
	07.811	Interventions dans le domaine social	2 000 000	1 600 000
	07.821	Participations	30 000 000	30 000 000
	07.822	Prêts	30 000 000	30 000 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 9 =</b>			<b>179 319 157</b>	<b>126 430 361</b>
<b>CHAPITRE 10 : MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>				
<b><u>1 – Développement</u></b>				
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>249 800</u></b>	<b><u>249 800</u></b>
	06.603	Bâtiments administratifs	110 000	110 000
	06.604	Equipements administratifs	79 800	79 800
	06.605	Programmes informatiques	60 000	60 000
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>631 065 776</u></b>	<b><u>321 048 688</u></b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	461 467 876	150 450 788
	07.811	- Interventions dans le domaine social	167 467 900	168 467 900
	07.812	Interventions dans le domaine de l'éducation et de la formation	2 130 000	2 130 000
<b>Sous Total 1=</b>			<b>631 315 576</b>	<b>321 298 488</b>
<b><u>2 - Coopération Internationale</u></b>				
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>124 580</u></b>	<b><u>187 420</u></b>
	06.604	Equipements administratifs	105 480	125 480
	06.605	Programmes informatiques	19 100	61 940
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>23 471 000</u></b>	<b><u>23 471 000</u></b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	1 709 000	1 709 000
	07.821	Participations	21 762 000	21 762 000
<b>Sous Total 2=</b>			<b>23 595 580</b>	<b>23 658 420</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 10 =</b>			<b>654 911 156</b>	<b>344 956 908</b>
<b>CHAPITRE 11 : MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>				
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>2 033 996</u></b>	<b><u>3 418 169</u></b>
	06.603	Bâtiments administratifs	714 171	1 504 245
	06.604	Equipements administratifs	135 706	924 727
	06.605	Programmes informatiques	196 344	336 852
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication		2 418
	06.671	Domaine privé de l'Etat	620 000	329 648
	06.672	Affaires foncières	367 775	320 279
<b>TOTAL DU CHAPITRE 11=</b>			<b>2 033 996</b>	<b>3 418 169</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
		<b>CHAPITRE 12 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE</b>		
		<b>1 - Administrations Techniques</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>74 443 624</b>	<b>60 731 208</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	847 037	432 640
	06.604	Equipements administratifs	758 956	139 959
	06.605	Programmes informatiques	784 871	741 731
	06.606	Formation	4 479 696	4 014 343
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication	38 601	44 500
	06.608	Dépenses diverses	1 180 326	1 897 301
	06.675	Forêts	11 468 097	662 997
	06.676	Conservation des eaux et du sol	752 596	3 715 350
	06.677	Barrages et ouvrages hydrauliques	14 513 117	18 500 000
	06.678	Ressources hydrauliques souterraines	152 644	925 540
	06.679	Périmètres irrigués	11 660 047	10 856 410
	06.680	Recherches et études agricoles	6 864 842	3 153 446
	06.681	Eau potable		690 000
	06.682	Vulgarisation et encadrement agricole	2 799 498	1 827 372
	06.683	Pêche	18 143 296	13 112 584
	06.684	Projets agricoles intégrés		17 035
07		<b>Financement public</b>	<b>225 400 819</b>	<b>226 360 319</b>
	07.801	Investissements dans le domaine de l'agriculture et de la pêche	12 641 000	12 724 800
	07.804	Investissements dans le domaine de la recherche	1 870 000	1 870 000
	07.810	Interventions dans le domaine économique	145 889 819	146 765 519
	07.811	Interventions dans le domaine social	65 000 000	65 000 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>299 844 443</b>	<b>287 091 527</b>
		<b>2 - Commissariats Régionaux de Développement Agricole</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>242 679 863</b>	<b>181 487 680</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	791 800	333 600
	06.604	Equipements administratifs	2 518 100	2 241 200
	06.605	Programmes informatiques	396 533	365 900
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication	97 500	92 500
	06.675	Forêts	62 482 600	51 628 300
	06.676	Conservation des eaux et du sol	56 007 200	49 116 600
	06.678	Ressources hydrauliques souterraines	2 364 100	311 900
	06.679	Périmètres irrigués	78 032 200	49 854 800
	06.680	Recherches et études agricoles	485 800	455 200
	06.681	Eau potable	17 063 400	13 148 400
	06.682	Vulgarisation et encadrement agricole	11 910 780	8 319 980
	06.683	Pêche	78 200	148 200
	06.684	Projets agricoles intégrés	10 451 650	5 471 100
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>242 679 863</b>	<b>181 487 680</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 12 =</b>			<b>542 524 306</b>	<b>468 579 207</b>
		<b>CHAPITRE 13 : MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DE L'ENERGIE ET DES MINES</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>14 356 402</b>	<b>12 599 479</b>
	06.604	Equipements administratifs	52 732	52 732
	06.605	Programmes informatiques	72 691	155 537
	06.618	Recherches scientifiques générales	13 848 347	11 905 582
	06.619	Promotion des recherches de développement et de la technologie	382 632	485 628
07		<b>Financement public</b>	<b>56 909 695</b>	<b>60 394 695</b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	56 909 695	60 394 695
<b>TOTAL DU CHAPITRE 13 =</b>			<b>71 266 097</b>	<b>72 994 174</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
<b>CHAPITRE 14 : MINISTERE DU COMMERCE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>1 419 283</b>	<b>692 771</b>
	06.600	Etudes générales	60 120	171 873
	06.603	Bâtiments administratifs	740 149	85 696
	06.604	Equipements administratifs	411 276	422 290
	06.605	Programmes informatiques	200 818	5 992
	06.608	Dépenses diverses	6 920	6 920
07		<b>Financement public</b>	<b>3 517 878</b>	<b>3 922 000</b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	3 517 878	3 922 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 14 =</b>			<b>4 937 161</b>	<b>4 614 771</b>
<b>CHAPITRE 15: MINISTERE DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>11 054 910</b>	<b>11 198 140</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	155 610	9 810
	06.604	Equipements administratifs	94 100	105 810
	06.605	Programmes informatiques	10 040 000	8 146 000
	06.606	Formation	486 300	906 600
	06.628	Programmes communs d'informatique	278 900	2 029 920
<b>TOTAL DU CHAPITRE 15 =</b>			<b>11 054 910</b>	<b>11 198 140</b>
<b>CHAPITRE 16: MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>445 500</b>	<b>486 723</b>
	06.604	Equipements administratifs		21 252
	06.605	Programmes informatiques	20 040	40 011
	06.606	Formation	81 665	81 665
	06.718	Aménagement de l'environnement touristique	343 795	343 795
07		<b>Financement public</b>	<b>68 681 985</b>	<b>67 957 177</b>
	07.802	Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure	2 325 365	2 325 365
	07.803	Investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation	347 096	347 096
	07.810	Interventions dans le domaine économique	65 978 524	65 253 716
	07.820	Remboursement d'emprunts	31 000	31 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 16 =</b>			<b>69 127 485</b>	<b>68 443 900</b>
<b>CHAPITRE 17 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>720 137 650</b>	<b>558 410 800</b>
	06.601	Acquisition de terrains		84 000
	06.603	Bâtiments administratifs	1 324 650	796 800
	06.604	Equipements administratifs	1 595 000	1 602 000
	06.605	Programmes informatiques		558 918
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication		150 000
	06.608	Dépenses diverses	1 200 000	1 200 000
	06.694	Routes et ponts	531 427 000	473 000 000
	06.696	Ouvrages maritimes	1 935 000	6 463 000
	06.698	Protection des villes contre les inondations	10 529 000	22 100 000
	06.699	Aménagement urbain	500 000	2 140 000
	06.700	Urbanisme	1 675 000	12 845 000
	06.701	Habitat	169 702 000	37 050 000
	06.707	Aménagement du territoire	250 000	421 082
07		<b>Financement public</b>	<b>1 899 000</b>	<b>1 899 000</b>
	07.804	Investissements dans le domaine de la recherche	19 000	19 000
	07.822	Prêts	1 880 000	1 880 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 17 =</b>			<b>722 036 650</b>	<b>560 309 800</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
		<b>CHAPITRE 18 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>		
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>3 621 000</u></b>	<b><u>6 562 000</u></b>
	06.600	Etudes générales	10 000	10 000
	06.603	Bâtiments administratifs	200 000	10 000
	06.604	Equipements administratifs	260 000	260 000
	06.605	Programmes informatiques	543 000	357 000
	06.706	Environnement	2 608 000	5 925 000
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>120 094 000</u></b>	<b><u>99 725 000</u></b>
	07.802	Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure	56 017 000	35 648 000
	07.823	Equilibre financier	64 077 000	64 077 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 18 =</b>			<b>123 715 000</b>	<b>106 287 000</b>
		<b>CHAPITRE 19 : MINISTERE DU TRANSPORT</b>		
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>1 404 000</u></b>	<b><u>344 000</u></b>
	06.600	Etudes générales	730 000	
	06.601	Acquisition de terrains		14 000
	06.603	Bâtiments administratifs	22 000	2 000
	06.604	Equipements administratifs	292 000	193 000
	06.605	Programmes informatiques	160 000	130 000
	06.608	Dépenses diverses		5 000
	06.712	Transport terrestre	200 000	
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>254 835 000</u></b>	<b><u>231 851 000</u></b>
	07.802	Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure	111 577 000	88 593 000
	07.820	Remboursement d'emprunts	28 234 000	28 234 000
	07.824	Assainissement et restructuration des établissements publics	115 024 000	115 024 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 19 =</b>			<b>256 239 000</b>	<b>232 195 000</b>
		<b>CHAPITRE 20 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE</b>		
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>88 633 710</u></b>	<b><u>32 748 850</u></b>
	06.600	Etudes générales	367 000	578 000
	06.603	Bâtiments administratifs	146 600	495 700
	06.604	Equipements administratifs	537 500	537 700
	06.605	Programmes informatiques	720 460	251 600
	06.606	Formation	289 000	210 450
	06.728	Centres culturels	69 258 200	16 073 600
	06.729	Lecture publique	11 805 950	9 381 050
	06.730	Les arts	3 370 000	3 321 750
	06.731	Archéologie et muséographie	2 139 000	1 899 000
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>5 207 000</u></b>	<b><u>5 117 000</u></b>
	07.805	Investissements dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	4 507 000	4 417 000
	07.814	Interventions dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	700 000	700 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 20 =</b>			<b>93 840 710</b>	<b>37 865 850</b>
		<b>CHAPITRE 21: MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>		
		<b><u>1-Jeunesse</u></b>		
06		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>17 180 900</u></b>	<b><u>22 724 000</u></b>
	06.603	Bâtiments administratifs	391 000	353 500
	06.604	Equipements administratifs		100 000
	06.605	Programmes informatiques	100 000	311 000
	06.735	Construction et aménagement des centres des jeunes	13 539 900	17 999 500
	06.740	Equipements de jeunesse et des sports	3 150 000	3 960 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>17 180 900</b>	<b>22 724 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
		<b>2-Sports</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>61 939 100</b>	<b>57 399 200</b>
	06.600	Etudes générales		50 000
	06.603	Bâtiments administratifs	1 961 200	3 399 200
	06.604	Equipements administratifs	900 000	950 000
	06.605	Programmes informatiques		700 000
	06.606	Formation	1 670 000	4 500 000
	06.735	Construction et aménagement des centres des jeunes	300 000	300 000
	06.737	Construction et aménagement de l'infrastructure sportive	52 107 900	41 900 000
	06.738	Equipements de jeunesse et des sports	5 000 000	5 600 000
07		<b>Financement public</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 500 000</b>
	07.805	Investissements dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	2 000 000	1 500 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>63 939 100</b>	<b>58 899 200</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 21 =</b>			<b>81 120 000</b>	<b>81 623 200</b>
<b>CHAPITRE 22 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE</b>				
		<b>1 - La femme</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>1 931 000</b>	<b>806 000</b>
	06.605	Programmes informatiques	30 000	30 000
	06.625	Promotion de la femme et de la famille	211 000	246 000
	06.756	Promotion sociale	1 690 000	530 000
07		<b>Financement public</b>	<b>400 000</b>	<b>160 000</b>
	07.811	Interventions dans le domaine social	400 000	160 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>2 331 000</b>	<b>966 000</b>
		<b>2 - L'enfance</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>2 440 000</b>	<b>5 004 000</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	26 000	27 000
	06.604	Equipements administratifs	30 000	30 000
	06.736	Construction et aménagement des centres de l'enfance	1 699 000	4 064 000
	06.739	Equipement des établissements de l'enfance	685 000	883 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>2 440 000</b>	<b>5 004 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 22 =</b>			<b>4 771 000</b>	<b>5 970 000</b>
<b>CHAPITRE 23 : MINISTERE DE LA SANTE</b>				
		<b>1 - Administration Centrale</b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>154 137 751</b>	<b>108 082 000</b>
	06.601	Acquisition de terrains	1 023 220	29 200
	06.603	Bâtiments administratifs	885 456	600 000
	06.604	Equipements administratifs	2 500 000	1 105 100
	06.605	Programmes informatiques	3 800 000	3 100
	06.606	Formation	1 417 967	470 000
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication	100 000	25 000
	06.744	Médecine préventive	26 750 000	19 240 000
	06.745	Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire universitaire	2 353 570	7 357 000
	06.746	Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire régionale	20 476 674	13 395 000
	06.747	Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire locale et de base	14 299 464	17 285 000
	06.748	Maintenance et rénovation de l'infrastructure sanitaire	16 959 400	7 960 600
	06.749	Equipement de l'infrastructure sanitaire	61 572 000	39 262 000
	06.750	Maintenance des équipements de l'infrastructure sanitaire	2 000 000	1 350 000
07		<b>Financement public</b>	<b>4 715 000</b>	<b>3 931 000</b>
	07.806	Investissements dans le domaine social	2 400 000	2 031 000
	07.810	Interventions dans le domaine économique	2 315 000	1 900 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>158 852 751</b>	<b>112 013 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
06		<b>2 - <u>Etablissements Hospitaliers</u></b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>25 099 480</u></b>	<b><u>20 190 000</u></b>
	06.745	Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire universitaire	13 999 480	9 000 000
	06.749 06.750	Equipement de l'infrastructure sanitaire Maintenance des équipements de l'infrastructure sanitaire	9 100 000 2 000 000	9 490 000 1 700 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>25 099 480</b>	<b>20 190 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 23 =</b>			<b>183 952 231</b>	<b>132 203 000</b>
06		<b>CHAPITRE 24 : MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES</b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>6 630 000</u></b>	<b><u>10 640 000</u></b>
	06.601	Acquisition de terrains		6 000
	06.603	Bâtiments administratifs	1 840 000	2 308 000
	06.604	Equipements administratifs	650 000	650 000
	06.605	Programmes informatiques	1 230 000	980 000
	06.606	Formation	350 000	1 462 000
	06.755	Prévention Sociale	1 000 000	1 853 000
	06.756	Promotion Sociale	1 560 000	3 312 000
	06.757	Prévention dans le domaine du travail	0	69 000
07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>46 559 000</u></b>	<b><u>46 559 000</u></b>
	07.810 07.811	Interventions dans le domaine économique Interventions dans le domaine social	45 858 000 701 000	45 858 000 701 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 24 =</b>			<b>53 189 000</b>	<b>57 199 000</b>
06		<b>CHAPITRE 25 : MINISTERE DE L'EDUCATION</b>		
		<b>1 - <u>Services Centraux</u></b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>48 584 000</u></b>	<b><u>49 600 000</u></b>
	06.601	Acquisition de terrains	1 428 253	1 105 796
	06.603	Bâtiments administratifs	5 599 841	5 121 622
	06.604	Equipements administratifs	2 200 000	2 278 000
	06.605	Programmes informatiques	1 371 747	1 495 991
	06.606	Formation		28 588
	06.608	Dépenses diverses	500 000	186 411
	06.761	Construction et extension des écoles primaires	200 000	45 601
	06.762	Aménagement des écoles primaires		33 951
	06.763	Construction et extension des écoles préparatoires	2 133 122	8 996 422
	06.764	Aménagement des écoles préparatoires		146 714
	06.765	Construction et extension des lycées	1 223 466	6 000 000
	06.766	Aménagement des lycées		49 917
	06.767	Construction et aménagement des internats et des réfectoires	1 650 000	1 400 000
	06.768	Equipements éducatifs	31 477 571	21 160 987
	06.771	Projets et programmes éducatifs communs	800 000	1 550 000
	07		<b><u>Financement public</u></b>	<b><u>250 000</u></b>
07.803		Investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation	250 000	232 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>48 834 000</b>	<b>49 832 000</b>
06		<b>2 - <u>Commissariats Régionaux de l'Education</u></b>		
		<b><u>Investissements directs</u></b>	<b><u>219 024 000</u></b>	<b><u>114 548 000</u></b>
	06.761	Construction et extension des écoles primaires	25 530 000	13 500 000
	06.762	Aménagement des écoles primaires	86 400 000	34 700 000
	06.763	Construction et extension des écoles préparatoires	8 590 000	4 400 000
	06.764	Aménagement des écoles préparatoires	27 000 000	18 100 000
	06.765	Construction et extension des lycées	9 410 000	4 100 000
	06.766	Aménagement des lycées	25 059 284	17 900 000
06.767	Construction et aménagement des internats et des réfectoires	15 092 735	9 708 000	
06.768	Equipements éducatifs	21 941 981	12 140 000	
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>219 024 000</b>	<b>114 548 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 25 =</b>			<b>267 858 000</b>	<b>164 380 000</b>

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
		<b>CHAPITRE 26: MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		
		<b>1- <u>Services Centraux</u></b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>41 586 000</b>	<b>60 930 000</b>
	06.601	Acquisition de terrains		8 056
	06.603	Bâtiments administratifs	5 850 000	5 150 000
	06.604	Equipements administratifs	860 000	1 450 000
	06.605	Programmes informatiques	460 000	946 000
	06.607	Dépenses d'insertion et de publication		10 000
	06.608	Dépenses diverses	3 350 000	3 200 000
	06.775	Construction et extension des établissements d'enseignement supérieur	2 930 000	18 057 090
	06.776	Aménagement des établissements d'enseignement supérieur	6 526 000	6 350 000
	06.777	Equipement des établissements d'enseignement supérieur	6 010 000	3 450 000
	06.778	Construction et extension des établissements des œuvres universitaires	1 250 000	4 523 572
	06.780	Aménagement des établissements des œuvres universitaires	6 550 000	7 935 282
	06.781	Equipement des établissements des œuvres universitaires	2 200 000	2 200 000
	06.782	Recherche scientifique dans l'enseignement supérieur	5 600 000	7 650 000
07		<b>Financement public</b>	<b>1 450 000</b>	<b>1 450 000</b>
	07.803	Investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation	1 450 000	1 450 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>43 036 000</b>	<b>62 380 000</b>
		<b>2- <u>Universités</u></b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>40 936 000</b>	<b>19 605 000</b>
	06.604	Equipements administratifs	3 340 000	1 525 000
	06.776	Aménagement des établissements d'enseignement supérieur	6 696 000	4 080 000
	06.777	Equipement des établissements d'enseignement supérieur	30 900 000	14 000 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>40 936 000</b>	<b>19 605 000</b>
		<b>3- <u>Recherche Scientifique</u></b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>60 830 000</b>	<b>43 228 000</b>
	06.600	Etudes générales		20 000
	06.601	Acquisition de terrains	500 000	300 000
	06.603	Bâtiments administratifs	1 300 000	50 000
	06.604	Equipements administratifs	240 000	478 000
	06.605	Programmes informatiques	10 285 000	11 612 000
	06.608	Dépenses diverses	100 000	0
	06.618	Recherches scientifiques générales	39 775 000	26 068 000
	06.619	Promotion des recherches de développement et de la technologie	5 630 000	2 800 000
	06.782	Recherche scientifique	3 000 000	1 900 000
07		<b>Financement public</b>	<b>395 000</b>	<b>860 000</b>
	07.804	Investissements dans le domaine de la recherche	395 000	860 000
<b>SOUS TOTAL 3 =</b>			<b>61 225 000</b>	<b>44 088 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 26 =</b>			<b>145 197 000</b>	<b>126 073 000</b>
		<b>CHAPITRE 27: MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI</b>		
		<b>1- <u>Emploi</u></b>		
06		<b>Investissements directs</b>	<b>1 094 850</b>	<b>1 159 073</b>
	06.603	Bâtiments administratifs	606 000	611 000
	06.604	Equipements administratifs	366 850	372 850
	06.605	Programmes informatiques	122 000	175 223
07		<b>Financement public</b>	<b>10 871 000</b>	<b>10 871 000</b>
	07.806	Investissements dans le domaine social	2 871 000	2 871 000
	07.810	Interventions dans le domaine économique	8 000 000	8 000 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>11 965 850</b>	<b>12 030 073</b>



(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
07	07.803	<b>2 - Formation Professionnelle</b> <u>Financement public</u> - Investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation	<b>800 900</b> 800 900	<b>596 500</b> 596 500
SOUS TOTAL 2 =			<b>800 900</b>	<b>596 500</b>
TOTAL DU CHAPITRE 27 =			<b>12 766 750</b>	<b>12 626 573</b>
07	07.807	<b>CHAPITRE 29: INSTANCE SUPERIEURE INDEPENDANTE POUR LES ELECTIONS</b> <u>Financement public</u> Subventions d'investissement au profit des institutions constitutionnelles	<b>8 000 000</b> 8 000 000	<b>8 000 000</b> 8 000 000
TOTAL DU CHAPITRE 29 =			<b>8 000 000</b>	<b>8 000 000</b>
07	07.807	<b>CHAPITRE 30: INSTANCE DE LA VERITE ET DE LA DIGNITE</b> <u>Financement public</u> Subventions d'investissement au profit des institutions constitutionnelles	<b>1 500 000</b> 1 500 000	<b>1 500 000</b> 1 500 000
TOTAL DU CHAPITRE 30 =			<b>1 500 000</b>	<b>1 500 000</b>
08	08.900	<b>CHAPITRE 31: DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES</b> <u>Dépenses de développement imprévues</u> Dépenses de développement imprévues	<b>814 224 891</b> 814 224 891	<b>360 973 314</b> 360 973 314
TOTAL DU CHAPITRE 31 =			<b>814 224 891</b>	<b>360 973 314</b>
10	10.950 10.951	<b>CHAPITRE 32: LA DETTE PUBLIQUE</b> <u>Remboursement du principal de la dette publique</u> Remboursement du principal de la dette publique intérieure Remboursement du principal de la dette publique extérieure		<b>3 070 000 001</b> 1 820 000 001 1 250 000 000
TOTAL DU CHAPITRE 32 =				<b>3 070 000 001</b>
TOTAL GENERAL =			<b>5 520 298 499</b>	<b>7 028 467 578</b>

**TABLEAU "D" : CREDITS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT COMPLEMENTAIRES  
POUR L'ANNEE 2015  
TITRE II**

(En Dinars)

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
06	06.608	<b>CHAPITRE 2 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b> <u>Investissements directs</u> - Dépenses diverses	<u>20 000 000</u> 20 000 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 2 =</b>			<b>20 000 000</b>	
06	06.604	<b>CHAPITRE 3 : PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT</b> <u>Investissements directs</u> - Equipements administratifs	<u>10 740</u> 10 740	
07	07.805	<u>Financement public</u> - Investissements dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	<u>713 800</u> 83 800	<u>1 823 600</u> 1 193 600
	07.814	- Interventions dans le domaine de la culture, de la jeunesse et de l'enfance	630 000	630 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 3 =</b>			<b>724 540</b>	<b>1 823 600</b>
06	06.606	<b>CHAPITRE 4 : MINISTERE DE L'INTERIEUR</b> <u>Investissements directs</u> - Formation	<u>185 717 000</u> 5 140 000	<u>100 000 000</u>
	06.608	- Dépenses diverses	180 000 000	100 000 000
	06.633	- Construction et aménagement des sièges de l'administration régionale	577 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 4 =</b>			<b>185 717 000</b>	<b>100 000 000</b>
06	06.604	<b>CHAPITRE 5 : MINISTERE DE LA JUSTICE</b> <u>1-la justice</u> <u>Investissements directs</u> - Equipements administratifs	<u>30 667 000</u> 510 000	<u>8 715 000</u>
	06.608	- Dépenses diverses	20 000 000	
	06.642	- Projets de rééducation sociale	10 157 000	8 715 000
<b>Sous Total 1 =</b>			<b>30 667 000</b>	<b>8 715 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 5 =</b>			<b>30 667 000</b>	<b>8 715 000</b>
06	06.601	<b>CHAPITRE 6 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b> <u>Investissements directs</u> - Acquisition de terrains	<u>819 000</u> 590 000	<u>590 000</u> 590 000
	06.645	- Construction des postes diplomatiques à l'étranger	55 000	
	06.647	- Equipement des postes diplomatiques à l'étranger	174 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 6 =</b>			<b>819 000</b>	<b>590 000</b>
06	06.606	<b>CHAPITRE 7 : MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE</b> <u>Investissements directs</u> - Formation	<u>193 397 000</u> 13 397 000	
	06.608	- Dépenses diverses	180 000 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 7 =</b>			<b>193 397 000</b>	
06	06.608	<b>CHAPITRE 8 : MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES</b> <u>Investissements directs</u> - Dépenses diverses	<u>7 000 000</u> 7 000 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 8 =</b>			<b>7 000 000</b>	

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
<b>CHAPITRE 9 : MINISTERE DES FINANCES</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>4 603 035</b>	<b>24 100</b>
	06.600	-Etudes générales	350 000	
	06.603	-Bâtiments administratifs	1 850	
	06.604	- Equipements administratifs	1 240	
	06.608	-Dépenses diverses	1 000 000	
	06.663	Construction et aménagement des recettes et des bureaux de contrôle	2 540 560	
	06.665	Construction et aménagement des postes et locaux pour les services des douanes	685 285	
	06.666	- Equipement des services des douanes	24 100	24 100
07		<b>Financement public</b>	<b>3 000 000</b>	
	07.800	Investissement dans le domaine de l'administration générale	3 000 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 9 =</b>			<b>7 603 035</b>	<b>24 100</b>
<b>CHAPITRE 10: MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>				
<b>1 – Développement</b>				
07		<b>Financement public</b>	<b>254 000</b>	<b>808 200</b>
	07.810	Interventions dans le domaine économique	254 000	808 200
<b>Sous Total 1 =</b>			<b>254 000</b>	<b>808 200</b>
<b>2 - Coopération Internationale</b>				
07		<b>Financement public</b>	<b>1 562 000</b>	<b>1 562 000</b>
	07.821	Participations	1 562 000	1 562 000
<b>Sous Total 2 =</b>			<b>1 562 000</b>	<b>1 562 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 10 =</b>			<b>1 816 000</b>	<b>2 370 200</b>
<b>CHAPITRE 12: MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE</b>				
<b>1 - Administrations Techniques</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>4 100 000</b>	<b>400 000</b>
	06.680	Recherches et études agricoles	1 100 000	400 000
	06.681	Eau potable	3 000 000	
07		<b>Financement public</b>	<b>51 813 042</b>	<b>39 323 042</b>
	07.801	Investissement dans le domaine de l'agriculture et de la pêche	19 400 000	17 800 000
	07.810	Interventions dans le domaine économique	32 413 042	21 523 042
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>55 913 042</b>	<b>39 723 042</b>
<b>2 - Commissariats Régionaux de Développement Agricole</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>29 068 700</b>	<b>32 222 000</b>
	06.603	-Bâtiments administratifs		155 900
	06.604	-Equipements administratifs		116 000
	06.605	-Programmes informatiques		13 000
	06.675	-Forêts		6 126 000
	06.676	-Conservation des eaux et du sol		5 886 000
	06.679	-Périmètres irrigués	20 437 500	8 873 000
	06.680	-Recherches et études agricoles		9 100
	06.681	-Eau potable	1 261 200	1 915 000
	06.682	- Vulgarisation et encadrement agricole	7 370 000	7 330 000
	06.683	-Pêche		108 000
	06.684	-Projets agricoles intégrés		1 690 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>29 068 700</b>	<b>32 222 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 12 =</b>			<b>84 981 742</b>	<b>71 945 042</b>

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
<b>CHAPITRE 14 : MINISTERE DU COMMERCE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>647 155</b>	
	06.603	-Bâtiments administratifs	647 155	
07		<b>Financement public</b>	<b>2 308 526</b>	<b>2 650 968</b>
	07.810	- Interventions dans le domaine économique	1 474 691	1 817 133
	07.811	-Interventions dans le domaine social	833 835	833 835
<b>TOTAL DU CHAPITRE 14 =</b>			<b>2 955 681</b>	<b>2 650 968</b>
<b>CHAPITRE 15: MINISTERE DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>6 000 000</b>	
	06.608	-Dépenses diverses	6 000 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 15 =</b>			<b>6 000 000</b>	
<b>CHAPITRE 16 : MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>300 000</b>	
	06.608	-Dépenses diverses	300 000	
07		<b>Financement public</b>	<b>28 504</b>	<b>28 504</b>
	07.810	-Interventions dans le domaine économique	28 504	28 504
<b>TOTAL DU CHAPITRE 16 =</b>			<b>328 504</b>	<b>28 504</b>
<b>CHAPITRE 17 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>93 111 000</b>	<b>50 000 000</b>
	06.604	-Equipements administratifs	7 000	
	06.694	-Routes et ponts	63 280 000	45 000 000
	06.696	-Ouvrages maritimes	10 925 000	
	06.698	- Protection des villes contre les inondations	2 696 000	
	09.699	-Aménagement urbain	5 544 000	
	06.700	- Urbanisme	10 659 000	
	06.701	- Habitat		5 000 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 17 =</b>			<b>93 111 000</b>	<b>50 000 000</b>
<b>CHAPITRE 18: MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>250 000</b>	
	06.706	- Environnement	250 000	
07		<b>Financement public</b>		<b>19 000 000</b>
	07.802	- Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure		19 000 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 18 =</b>			<b>250 000</b>	<b>19 000 000</b>
<b>CHAPITRE 19 : MINISTERE DU TRANSPORT</b>				
07		<b>Financement public</b>	<b>5 099 000</b>	<b>5 042 000</b>
	07.802	- Investissements dans le domaine des services et de l'infrastructure	5 099 000	5 042 000
<b>TOTAL DU CHAPITRE 19 =</b>			<b>5 099 000</b>	<b>5 042 000</b>
<b>CHAPITRE 20: MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE</b>				
06		<b>Investissements directs</b>	<b>17 548 100</b>	
	06.608	-Dépenses diverses	15 000 000	
	06.728	- Centre culturels	2 201 000	
	06.729	Lecture publique	164 100	
	06.730	- Les arts	183 000	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 20 =</b>			<b>17 548 100</b>	

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
06	06.608	<b>CHAPITRE 21: MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b> <b>1- Jeunesse</b> <u>Investissements directs</u> -Dépenses diverses	<u>7 000 000</u> 7 000 000	
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>7 000 000</b>	
06	06.737	<b>2 - Sports</b> <u>Investissements directs</u> -Construction et aménagement de l'infrastructure sportive	<u>1 461 000</u> 1 461 000	
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>1 461 000</b>	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 21 =</b>			<b>8 461 000</b>	
06	06.608 06.756	<b>CHAPITRE 22 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE</b> <b>1 - FEMME</b> <u>Investissements directs</u> -Dépenses diverses -Promotion sociale	<u>12 034 000</u> 12 000 000 34 000	
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>12 034 000</b>	
06	06.603 06.608 06.736	<b>2 - L'ENFANCE</b> <u>Investissements directs</u> -Bâtiments administratifs -Dépenses diverses -Construction et aménagement des centres de l'enfance	<u>12 002 000</u> 670 000 8 000 000 3 332 000	
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>12 002 000</b>	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 22 =</b>			<b>24 036 000</b>	
06	06.604 06.606 06.608 06.744 06.745 06.746 06.747 06.748 06.749	<b>CHAPITRE 23 : MINISTERE DE LA SANTE</b> <b>1 - Administration Centrale</b> <u>Investissements directs</u> - Equipements administratifs - Formation -Dépenses diverses -Médecine préventive -Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire universitaire - Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire régionale -Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire locale et de base -Maintenance et rénovation de l'infrastructure sanitaire -Equipement de l'infrastructure sanitaire	<u>33 656 500</u>  190 000 26 000 000  785 000 4 186 000 2 495 500  3 000 000 9 800 000	<u>27 300 000</u> 80 000 120 000  14 300 000
07	07.811	<u>Financement public</u> - Interventions dans le domaine social	<u>63 000 000</u> 63 000 000	<u>63 000 000</u> 63 000 000
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>96 656 500</b>	<b>90 300 000</b>
06	06.745 06.749 06.750	<b>2 - Etablissements Hospitaliers</b> <u>Investissements directs</u> -Construction, extension et aménagement de l'infrastructure sanitaire universitaire -Equipement de l'infrastructure sanitaire -Maintenance des équipements de l'infrastructure sanitaire	<u>105 000</u> 105 000  700 000 500 000	<u>3 200 000</u> 2 000 000  700 000 500 000
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>105 000</b>	<b>3 200 000</b>
<b>TOTAL DU CHAPITRE 23 =</b>			<b>96 761 500</b>	<b>93 500 000</b>

Numéros des Parties	Numéros des Articles	Désignation des chapitres, des parties et des articles	Crédits d'engagement	Crédits de paiement
		<b>CHAPITRE 24 : MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES</b>		
06	06.603	<u>Investissements directs</u>	<u>112 000</u>	
		- Bâtiments administratifs	43 000	
07	06.756	Promotion Sociale	69 000	
		<u>Financement public</u>	<u>5 122 900</u>	<u>5 122 900</u>
	07.810	-Interventions dans le domaine économique	5 000 000	5 000 000
	07.811	Interventions dans le domaine social	122 900	122 900
<b>TOTAL DU CHAPITRE 24 =</b>			<b>5 234 900</b>	<b>5 122 900</b>
		<b>CHAPITRE 25 : MINISTERE DE L'EDUCATION</b>		
		<u>1 - Services Centraux</u>		
06		<u>Investissements directs</u>	<u>20 893 989</u>	<u>161 000</u>
	06.608	-Dépenses diverses	20 000 000	
	06.763	- Construction et extension des écoles préparatoires	720 000	
	06.764	-Aménagement des écoles préparatoires		161 000
	06.765	- Construction et extension des lycées	173 989	
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>20 893 989</b>	<b>161 000</b>
		<u>2 - Commissariats Régionaux</u>		
06		<u>Investissements directs</u>	<u>51 000</u>	
	06.761	- Construction et extension des écoles primaires	51 000	
<b>SOUS TOTAL 2 =</b>			<b>51 000</b>	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 25 =</b>			<b>20 944 989</b>	<b>161 000</b>
		<b>CHAPITRE 26: MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		
		<u>1- Services Centraux</u>		
06		<u>Investissements directs</u>	<u>738 500</u>	
	06.603	- Bâtiments administratifs	400 000	
	06.775	- Construction et extension des établissements d'enseignement supérieur	211 500	
	06.777	- Equipement des établissements d'enseignement supérieur	127 000	
<b>SOUS TOTAL 1 =</b>			<b>738 500</b>	
		<u>3- Recherche Scientifique</u>		
06		<u>Investissements directs</u>	<u>30 400</u>	
	06.618	- Recherches scientifiques générales	30 400	
<b>SOUS TOTAL 3 =</b>			<b>30 400</b>	
<b>TOTAL DU CHAPITRE 26 =</b>			<b>768 900</b>	
<b>TOTAL GENERAL =</b>			<b>814 224 891</b>	<b>360 973 314</b>

**Par arrêté du ministre de la santé du 2 août 2016.**

Monsieur Karmen Kilani Belaii, conseiller des services publics, est chargé des fonctions d'inspecteur principal administratif de la santé publique à l'inspection administrative et financières au ministère de la santé, à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

En application des dispositions de l'article 14 du décret n° 81-793 du 9 juin 1981, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages attribués à l'emploi de directeur d'administration centrale.

**Par décret gouvernemental n° 2016-902 du 15 juillet 2016.**

Monsieur Lotfi Khaldi, administrateur en chef, est chargé des fonctions de directeur général de l'administration et de la fonction publique au comité général de la fonction publique au ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, à compter du 29 juin 2016.

**Arrêté du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption du 2 août 2016, portant délégation de signature en matière disciplinaire.**

Le ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 2010-258 du 9 février 2010, portant création d'un comité général de la fonction publique au Premier ministère,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-271 du 2 mars 2016, portant création du ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption et lui rattachant des structures,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-305 du 11 mars 2016, portant délégation de certaines prérogatives du chef du gouvernement au ministre de la fonction publique de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-902 du 15 juillet 2016, chargeant Monsieur Lotfi Khaldi, administrateur en chef des fonctions de directeur général de l'administration et de la fonction publique.

Arrête :

Article premier - Monsieur Lotfi Khaldi, directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, est habilité à signer par délégation du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, les rapports de traduction devant le conseil de discipline et les arrêtés disciplinaires, à l'exception de la révocation, conformément aux dispositions de l'article 51 (nouveau) de la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, , telle que modifiée par la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et prend effet à compter du 30 juin 2016.

Tunis, le 2 août 2016.

*Le ministre de la fonction publique,  
de la gouvernance et de la lutte  
contre la corruption*

**Kamel Ayadi**

**Arrêté du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption du 2 août 2016, portant délégation de signature.**

Le ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,

Vu la constitution,

Vu la loi organique n° 72-40 du 1<sup>er</sup> juin 1972, relative au tribunal administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi organique n° 96-39 du 3 juin 1996,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 2010-258 du 9 février 2010, portant création d'un comité général de la fonction publique au Premier ministère,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-271 du 2 mars 2016, portant création du ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption et lui rattachant des structures,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-305 du 11 mars 2016, portant délégation de certaines prérogatives du chef du gouvernement au ministre de la fonction publique de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-902 du 15 juillet 2016, chargeant Monsieur Lotfi Khaldi, administrateur en chef des fonctions de directeur général de l'administration et de la fonction publique.

Arrête :

Article premier - Conformément aux dispositions de l'article 33 (nouveau) de la loi organique n° 96-39 du 3 juin 1996, modifiant la loi n° 72-40 du 1<sup>er</sup> juin 1972, relative au tribunal administratif, Monsieur Lotfi Khaldi, directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, est habilité à signer par délégation du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, tous les documents entrant dans le cadre du recours devant le tribunal administratif.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et prend effet à compter du 30 juin 2016.

Tunis, le 2 août 2016.

*Le ministre de la fonction publique,  
de la gouvernance et de la lutte  
contre la corruption*

**Kamel Ayadi**

**Arrêté du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption du 2 août 2016, portant délégation de signature.**

Le ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 2010-258 du 9 février 2010, portant création d'un comité général de la fonction publique au Premier ministère,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,



Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-271 du 2 mars 2016, portant création du ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption et lui rattachant des structures,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-305 du 11 mars 2016, portant délégation de certaines prérogatives du chef du gouvernement au ministre de la fonction publique de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,

Vu le décret gouvernemental n° 2016-902 du 15 juillet 2016, chargeant Monsieur Lotfi Khaldi, administrateur en chef des fonctions de directeur général de l'administration et de la fonction publique.

Arrête :

Article premier - Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Lotfi Khaldi directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, est habilité à signer et viser par délégation du ministre de la fonction publique, de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions, à l'exception des textes à caractère réglementaire.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et prend effet à compter du 30 juin 2016.

Tunis, le 2 août 2016.

*Le ministre de la fonction publique,  
de la gouvernance et de la lutte  
contre la corruption*

**Kamel Ayadi**

**MINISTERE DE L'EDUCATION**

**Décret gouvernemental n° 2016-903 du 18 juillet 2016, modifiant et complétant le décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013, fixant le statut particulier du corps des enseignants exerçant dans les écoles primaires relevant du ministère de l'éducation.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu la loi d'orientation n° 2002-80 du 23 juillet 2002, relative à l'éducation et à l'enseignement scolaire, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-9 du 11 février 2008,

Vu le décret n° 2002-2950 du 11 novembre 2002, fixant les attributions du ministère de l'éducation et de la formation,

Vu le décret n° 2010-84 du 20 janvier 2010, portant transfert d'attributions de l'ex-ministère de l'éducation et de la formation relatives à la formation professionnelle au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013, fixant le statut particulier du corps des enseignants exerçant dans les écoles primaires relevant du ministère de l'éducation, tel qu'il a été modifié par le décret gouvernemental n° 2015-520 du 24 juin 2015,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Sont abrogées les dispositions des articles 15, 17, 19, 37(bis), 37(quater) et 41 (quater) du décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013 susvisé et sont remplacées comme suit :

Article 15 (nouveau) - Les professeurs émérites des écoles primaires sont nommés :

I- par voie de promotion après avoir passé avec succès un concours interne sur dossiers ouvert chaque année aux professeurs principaux hors classe des écoles primaires titulaires dans leur grade et justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture du candidature et ayant obtenu :

A- à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique supérieure ou égale à 18/20 et ce pour les enseignants assurant un enseignement.

B- une note supérieure ou égale à quinze (15) sur vingt (20) comme moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique est calculée sur la base de la dernière note professionnelle et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année à raison de 35% de l'effectif des professeurs principaux hors classe des écoles primaires justifiant des conditions sus-indiquées, la promotion au grade de professeur émérite des écoles primaires s'effectue à raison de 35% du nombre des candidats au concours.

II- par voie de promotion et ce après avoir passé avec succès un concours interne sur titres ouvert aux professeurs principaux hors classe des écoles primaires, ayant obtenu le mastère ou un diplôme des études approfondies ou un doctorat ou équivalent, justifiant d'au moins quatre (4) ans d'ancienneté dans leur grade.

La promotion s'effectue le premier octobre de chaque année.

Article 17 (nouveau) - Les professeurs principaux hors classe des écoles primaires sont nommés :

I- par voie de promotion après avoir passé avec succès un concours interne sur dossier ouvert chaque année pour les professeurs principaux des écoles primaires titulaires dans leur grade et aux professeurs hors classe émérites des écoles primaires titulaires dans leurs grades ayant obtenu le diplôme national de licence ou la maîtrise ou équivalent, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures et ayant obtenu :

A- à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique supérieure ou égale à 16/20, et ce, pour les enseignants assurant un enseignement.

B- une note supérieure ou égale à quinze (15) sur vingt (20) comme moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique est calculée sur la base de la dernière note professionnelle et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année à raison de 35% de l'effectif des professeurs principaux des écoles primaires et des professeurs hors classe émérites des écoles primaires justifiant des conditions sus-indiquées, la promotion au grade de professeur principal hors classe des écoles primaires s'effectue à raison de 35% du nombre des candidats au concours.

II- par voie de promotion et ce après avoir passé avec succès un concours interne sur titres ouvert aux professeurs principaux des écoles primaires ayant obtenu le mastère ou un diplôme des études approfondies ou un doctorat ou équivalent, justifiant d'au moins quatre (4) ans d'ancienneté.

La promotion s'effectue le premier octobre de chaque année.

Article 19 (nouveau) - Les professeurs principaux des écoles primaires sont nommés :

I- par voie de promotion après avoir passé avec succès un concours interne sur dossiers ouvert chaque année pour les professeurs des écoles primaires ayant obtenu le diplôme national de licence ou la maîtrise ou équivalent titulaires dans leur grade justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures et aux professeurs hors classe des écoles primaires titulaires dans leurs grades ayant obtenu le diplôme national de licence ou la maîtrise ou équivalent, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures dès leur nomination dans le grade de professeur des écoles primaires et ayant obtenu :

A- à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique supérieure ou égale à 14/20, et ce, pour les enseignants assurant un enseignement.

B- une note supérieure ou égale à quinze (15) sur vingt (20) comme moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique est calculée sur la base de la dernière note professionnelle et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année à raison de 35% de l'effectif des professeurs des écoles primaires et des professeurs hors classe des écoles primaires justifiant des conditions sus-indiquées, la promotion au grade de professeur principal des écoles primaires s'effectue à raison de 35% du nombre des candidats au concours.

II- par voie de promotion et ce après avoir passé avec succès un concours interne sur titres ouvert aux professeurs des écoles primaires ayant obtenu le mastère ou un diplôme des études approfondies ou un doctorat ou équivalent, justifiant d'au moins quatre (4) ans d'ancienneté.

La promotion s'effectue le premier octobre de chaque année.

Article 37 (bis) (nouveau) - Les maîtres d'application principaux diplômés des instituts supérieurs de formation des maîtres ou équivalent soumis aux dispositions du présent décret gouvernemental sont promus au grade de professeur des écoles primaires et ce après leur inscription par ordre de mérite dans une liste d'aptitude en se basant sur l'ancienneté générale et la dernière note pédagogique obtenue pour les enseignants assurant un enseignement et la moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique sera calculée sur la base de la dernière note administrative et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique et ce sur deux tranches :

- 1- la promotion de la première tranche en janvier 2015 = 50%,
- 2- la promotion du reste en janvier 2016.

En cas d'égalité la priorité est accordée au plus âgé. Et ils sont promus au grade de professeur hors classe des écoles primaires et ce après leur inscription par ordre de mérite dans une liste d'aptitude en se basant sur l'ancienneté générale et la dernière note pédagogique obtenue pour les enseignants assurant un enseignement et la moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique sera calculée sur la base de la dernière note administrative et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique, et ce, sur deux tranches :

- 1- la promotion de la première tranche en janvier 2017 = 50%,
- 2- la promotion du reste en janvier 2018.

En cas d'égalité la priorité est accordée au plus âgé.

Article 37(quater)(nouveau) - Les maîtres d'application sont promus au grade de maître d'application principal et ce après leur inscription par ordre de mérite dans une liste d'aptitude en se basant sur l'ancienneté générale et la dernière note pédagogique obtenue pour les enseignants assurant un enseignement et la moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique sera calculée sur la base de la dernière note administrative et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique, et ce, sur deux tranches :

- 1- la promotion de la première tranche en septembre 2015 = 50%,
- 2- la promotion du reste en septembre 2016.

En cas d'égalité la priorité est accordée au plus âgé.

Et ils sont promus au grade de professeur des écoles primaires, et ce, après leur inscription par ordre de mérite dans une liste d'aptitude en se basant sur l'ancienneté générale et la dernière note pédagogique obtenue pour les enseignants assurant un enseignement et la moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés.

A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique sera calculée sur la base de la dernière note administrative et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique, et ce, sur trois tranches :

- 1- le 1/3 en septembre 2017,
- 2- le 1/3 en septembre 2018,
- 3- le reste en septembre 2019.

En cas d'égalité la priorité est accordée au plus âgé.

Article 41 (quater) (nouveau) - Les maîtres, les maîtres principaux, les maîtres d'application, les maîtres d'application de l'éducation manuelle et technique et les maîtres d'application principaux titulaires du baccalauréat plus trois (3) ans de l'enseignement supérieur avec succès, ou titulaires du diplôme national de licence appliquée ou titulaires du diplôme universitaire de technologie sont intégrés dans le grade de professeur des écoles primaires à partir du premier janvier 2015 après avoir suivi un cycle de formation organisé à cet égard.

Art. 2 - Est ajouté le terme « ou équivalent » après le terme « diplômés des instituts supérieurs de formation des maîtres » prévu à l'article 38 (bis) du décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013 susvisé.

Art. 3 - Est ajouté un deuxième paragraphe à l'article 41 (bis) et un deuxième et troisième paragraphe à l'article 41 (tierce) du décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013 susvisé comme suit :

Article 41 (bis) (deuxième paragraphe) - Les maîtres non titulaires du diplôme national de licence ou de la maîtrise ou équivalent recrutés avant le premier janvier 2016 sont intégrés dans le grade de maître d'application en janvier 2016.

Article 41 (tierce) (deuxième paragraphe) - Et sont intégrés les maîtres titulaires du diplôme national de licence ou de la maîtrise ou équivalent dans le grade de maître principal en décembre 2014 et au grade de professeur des écoles primaires en décembre 2015.

Article 41 (tierce) (troisième paragraphe) - Les maîtres principaux titulaires du diplôme national de licence ou de la maîtrise ou équivalent sont intégrés dans le grade de professeur des écoles primaires en septembre 2015.

Art. 4 - Sont ajoutés au décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013 susvisé les articles 42 (tierce), 42 (quater) et 42 (quinquies) comme suit :

Article 42 (tierce) - A l'exception du grade de professeur émérite des écoles primaires, est accordée au profit des enseignants exerçant dans les écoles primaires de tous grades, qui ont suivi une session de formation pédagogique organisé à cet égard, une promotion sur tranches à partir du premier janvier 2017, à condition que la période séparant la dernière promotion et la promotion obtenue suite à la session de formation ne doit pas être inférieur à deux ans conformément au tableau suivant :

Le grade initial (décret n° 2013-2225)	Le grade selon le (décret n° 2015-520)	Le grade après avoir suivi le cycle de formation pédagogique	2017	2018	2019	2020	2021
Professeur principal des écoles primaires		Professeur principal hors classe des écoles primaires	100%				
Professeur des écoles primaires		Professeur principal des écoles primaires		50%	25%	Le reste	
Maître d'application principal hors classe	Professeur hors classe des écoles primaires	Professeur hors classe émérite des écoles primaires	100%				
- Maître d'application principal (non diplômés des instituts supérieur de formation des maîtres)	Professeur des écoles primaires	Professeur hors classe des écoles primaires		50%	Le reste		
- Maître d'application principal (diplômés des instituts supérieur de formation des maîtres)	Professeur hors classe des écoles primaires	Professeur hors classe émérite des écoles primaires			50%	Le reste	
- Maître d'application +maître	Professeur des écoles primaires	Professeur hors classe des écoles primaires			33%	33%	Le reste

Les candidats sont départagés par l'ancienneté générale et la dernière note pédagogique pour les enseignants assurant un enseignement et l'ancienneté générale et la moyenne arithmétique de la note pédagogique et la note administrative pour les enseignants chargés d'un travail administratif ou détachés. A défaut d'une note pédagogique, la moyenne arithmétique sera calculée sur la base de la dernière note administrative et dix (10) sur vingt (20) comme note pédagogique.

Si l'ancienneté est la même, par l'âge.

La priorité au classement, pour chaque promotion, est accordée aux candidats âgés de 57 ans et plus.

Article 42 (quater) - Les professeurs principaux des écoles primaires et les professeurs des écoles primaires qui ont bénéficié de la promotion suite à la session de formation pédagogique mentionnée à l'article 42 (tierce) du présent décret gouvernemental conservent leur ancienneté acquise au grade avant leur bonification de cette promotion. Cette ancienneté sera calculée lors du déroulement des concours de promotion conformément aux conditions mentionnées au décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013 sus-indiqué.

Article 42 (quinquies) - Les enseignants exerçant dans les écoles primaires ne bénéficient pas de la bonification des diplômes scientifiques pour la promotion sur titres mentionnée aux articles 15 (nouveau), 17 (nouveau) et 19 (nouveau) qu'une seule fois par le même diplôme de promotion.

Art. 5 - Est abrogé le terme « licence » prévu aux différents articles du décret n° 2013-2225 du 3 juin 2013 susvisé et est remplacé par le terme « diplôme national de licence ».

Art. 6 - Le ministre de l'éducation et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de La République Tunisienne.

Tunis, le 18 juillet 2016.

*Le Chef du Gouvernement*

**Habib Essid**

*Pour Contresign*

*Le ministre des finances*

**Slim Chaker**

*Le ministre de l'éducation*

**Neji Jalloul**

**Décret gouvernemental n° 2016-904 du 27 juillet 2016, complétant le décret n° 2012-2369 du 16 octobre 2012, fixant les programmes du fonds national de l'emploi, les conditions et les modalités de leur bénéfice.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 60-30 du 14 décembre 1960, relative à l'organisation des régimes de sécurité sociale, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2007-51 du 23 juillet 2007,

Vu la loi n° 88-6 du 8 février 1988, relative à la couverture des stagiaires en matière de sécurité sociale,

Vu la loi n° 89-67 du 21 juillet 1989, étendant la couverture sociale aux bénéficiaires de stages de formation professionnelle,

Vu la loi n° 93-11 du 17 février 1993, portant création de l'agence tunisienne de l'emploi et de l'agence tunisienne de la formation professionnelle,

Vu la loi n° 99-101 du 31 décembre 1999, portant loi de finances pour l'année 2000 et notamment son article 13 portant création du fonds national de l'emploi, tel que modifié par le décret-loi n° 2011-16 du 26 mars 2011,

Vu la loi n° 2004-33 du 19 avril 2004, portant organisation des transports terrestres et notamment son article 12,

Vu la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010, portant loi de finances pour l'année 2011 et notamment son article 28,

Vu le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, relatif à l'organisation des associations,

Vu le décret n° 97-1930 du 29 septembre 1997, fixant les attributions et le fonctionnement des bureaux de l'emploi relevant de l'agence tunisienne de l'emploi,

Vu le décret n° 97-1938 du 29 septembre 1997, fixant l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement de l'agence tunisienne de l'emploi,

Vu le décret n° 2003-564 du 17 mars 2003, portant changement de l'appellation de l'agence tunisienne de l'emploi et des bureaux d'emploi qui en relèvent,

Vu le décret n° 2007-1717 du 5 juillet 2007, fixant les attributions du ministère de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes,

Vu le décret n° 2012-2369 du 16 octobre 2012, fixant les programmes du fonds national de l'emploi, les conditions et les modalités de leur bénéfice, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret gouvernemental n° 2016-445 du 31 mars 2016, notamment son chapitre II,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Après la délibération du conseil des ministres.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Il est ajouté au décret susvisé n° 2012-2369 du 16 octobre 2012, un cinquième tiret au premier paragraphe de l'article premier et une section 5 au chapitre II comprenant les articles 23 bis, 23 ter, 23 quater, 23 quinquies, 23 sexies, 23 septies et 23 octies dont la teneur suit :

Article premier (paragraphe premier) cinquième tiret :

- le programme « FORSATI ».

#### *CHAPITRE II*

##### **Section 5 - Le programme « FORSATI »**

Article 23 bis - Le programme « FORSATI » a pour objet de faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi dans la vie professionnelle dans un emploi salarié ou un travail indépendant, et ce, en leur permettant de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue de développer leurs capacités en matière de recherche d'emploi, de communication et d'adaptation socio-professionnelle et de promouvoir leur esprit d'initiative, d'une formation complémentaire en vue d'acquérir des qualifications complémentaires dans des spécialités en relation avec les besoins du marché de l'emploi.

Article 23 ter - Les stagiaires dans le cadre du programme « FORSATI » bénéficient d'actions d'assistance à l'établissement d'un bilan d'orientation ou d'un bilan d'évaluation des compétences en vue de l'élaboration et de la réalisation d'un projet professionnel, ils bénéficient, en outre et selon le besoin, d'actions de formation complémentaire, d'actions d'adaptation ou de

réadaptation professionnelle, de stages pratiques dans le secteur privé et d'actions de certification en langues, en informatique et en technologies de l'information et de la communication ou dans d'autres spécialités techniques.

La gestion de ce programme est confiée à l'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant.

Article 23 quater - Le programme « FORSATI », peut comprendre les périodes suivantes :

- une période consacrée à l'identification des besoins du stagiaire,

- une période consacrée à l'élaboration du projet professionnel du stagiaire,

- une période consacrée à la réalisation du projet professionnel du stagiaire, notamment dans le cadre de l'un des parcours suivants :

- 1- le parcours de l'emploi salarié,
- 2- ou le parcours de la création de projets,
- 3- ou le parcours de l'économie sociale et solidaire,
- 4- ou le parcours de l'emploi à l'international.

Article 23 quinquies - La période de bénéfice du programme « FORSATI » est fixée à douze (12) mois,

L'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant octroie au stagiaire dans le cadre du programme « FORSATI », et durant la période mentionnée au paragraphe premier du présent article :

1) une indemnité mensuelle égale à :

- cent (100) dinars durant le premier semestre de la période de stage,

- cent cinquante (150) dinars durant le deuxième semestre de la période de stage.

2) et une indemnité de déplacement dont le montant mensuel est fixé à cinquante (50) dinars.

La période mentionnée au paragraphe premier du présent article peut être prorogée une seule fois d'une durée supplémentaire maximale de six (6) mois, et ce après avis d'une commission créée au niveau de chaque direction régionale de la formation professionnelle et de l'emploi et dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par la décision mentionnée au paragraphe deux de l'article 23 octies du présent décret gouvernemental. L'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant octroie au stagiaire dans le cadre du programme « FORSATI » et durant la période supplémentaire du stage :

1) une indemnité mensuelle dont le montant est égal à cent (150) dinars,

2) et une indemnité de déplacement dont le montant mensuel est fixée à cinquante (50) dinars.

L'indemnité de déplacement mentionnée au présent article peut être remplacée par la prise en charge totale ou partielle par le fonds national de l'emploi des dépenses du transport public urbain au profit des bénéficiaires du programme « FORSATI » et dans la limite du montant sus-indiqué de la dite indemnité, et ce dans le cadre d'une convention conclue à cet effet entre le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi et le ministère du transport.

Article 23 sexies - L'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant peut confier l'organisation des actions de formation complémentaire, d'adaptation et de réadaptation professionnelle, et des actions de certification mentionnées au paragraphe premier de l'article 23 ter du présent décret gouvernemental et s'inscrivant dans le cadre du programme « FORSATI », à des structures spécialisées.

Article 23 septies - L'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant octroie au stagiaire dans le cadre du programme « FORSATI », qui est recruté par un employeur privé durant la période de stage mentionnée au paragraphe premier de l'article 23 quinquies du présent décret gouvernemental, une prime d'insertion dont le montant est égal à la différence entre le total des indemnités dues au stagiaire en vertu des dispositions de l'article 23 quinquies sus-indiqué au titre d'une période de stage d'une année complète et le montant des indemnités perçues au titre de la période effective du stage. La prime d'insertion est servie une année après le début du stage et au prorata de la période de travail écoulée après le recrutement. Les dépenses afférentes à l'octroi de cette prime sont imputées sur les ressources du fonds national de l'emploi.

Les procédures et les modalités d'application du présent article sont fixées par la décision mentionnée au paragraphe deux de l'article 23 octies du présent décret gouvernemental.

Article 23 octies - Les montants maximums du coût financier des actions d'accompagnement, de formation complémentaire, d'adaptation et de réadaptation professionnelle, et des actions de certification s'inscrivant dans le cadre du programme « FORSATI » et dont les dépenses y afférentes sont imputées sur les ressources du fonds national de l'emploi, sont fixés par décision conjointe du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi et du ministre des finances.

Les critères de bénéfice du programme « FORSATI » et les conditions et les modalités de son exécution, sont fixés par décision du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi, sur proposition du directeur général de l'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant.

Art. 2 - Il est ajouté à l'article 20 bis du décret susvisé n° 2012-2369 du 16 octobre 2012 un paragraphe quatre ainsi libellé :

Article 20 (bis) (paragraphe quatre) - L'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant peut, par voie de conventions conclues à cet effet avec les associations et les organisations dont les domaines d'intervention et les moyens le leur permettent, leur confier l'organisation des actions d'accompagnement, de formation complémentaire, d'adaptation et de réadaptation professionnelle, et des actions de certification au profit des stagiaires dans le cadre du programme « FORSATI », et ce moyennant des primes financières qui leur sont octroyées par l'agence et dont les montants sont fixés conformément aux dispositions de la décision conjointe mentionnée au paragraphe premier de l'article 23 octies du présent décret gouvernemental. La liste des associations et des organisations habilitées à cet effet est fixée par décision du directeur général de l'agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant, après avis d'une commission technique instituée au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, et dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par décision du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi. Cette liste est déterminée suite à des appels à candidatures diffusés par voie de presse.

Art. 3 - Le ministre de la formation professionnelle et de l'emploi et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 juillet 2016.

*Le Chef du Gouvernement*  
**Habib Essid**

*Pour Contreseing*  
*Le ministre des finances*  
**Slim Chaker**  
*Le ministre de la formation*  
*professionnelle et de*  
*l'emploi*  
**Zied Ladhari**

**Décret gouvernemental n° 2016-905 du 27 juillet 2016, fixant les zones de grandes cultures sinistrées par la sécheresse pour la campagne agricole 2015/2016.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 99-8 du 1<sup>er</sup> février 1999, relative au fond national de garantie, telle que modifiée par la loi n° 2000-72 du 17 juillet 2000,

Vu le décret n° 99-2648 du 22 novembre 1999, fixant les conditions et les modalités d'intervention et de gestion du fond national de garantie et ainsi que les conditions de prélèvement de la commission appelée « commission de garantie » et la contribution des bénéficiaires et des sociétés d'investissement à capital risque, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété dont le dernier en date le décret n° 2010-1950 du 6 août 2010,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-1 du 12 janvier 2016, portant nomination des membres du gouvernement,

Après la délibération du conseil des ministres.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Les zones de grandes cultures sinistrées par la sécheresse durant la campagne agricole 2015/2016 et qui feront l'objet de l'intervention du fonds national de garantie pour prendre en charge les intérêts découlant du rééchelonnement des crédits sont fixées conformément à l'annexe jointe au présent décret gouvernemental.

Art. 2 - Les agriculteurs dans les zones fixées par l'annexe prévue par l'article 1er du présent décret gouvernemental, ayant obtenu un certificat constatant le dégât dû à la sécheresse délivré par le Commissariat régional au développement agricole concerné, bénéficient du rééchelonnement des crédits. Ce rééchelonnement s'effectue au cas par cas et ne couvre pas les agriculteurs se trouvant dans les périmètres irrigués.

Art. 3 - Le ministre des finances, le ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale et le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 juillet 2016.

*Le Chef du Gouvernement*

**Habib Essid**

*Pour Contreseing*

*Le ministre des finances*

**Slim Chaker**

*Le ministre du*

*développement, de*

*l'investissement et de la*  
*coopération internationale*

**Yassine Brahim**

*Le ministre de l'agriculture,*  
*des ressources hydrauliques*

*et de la pêche*

**Saad Seddik**



**ZONES SINISTREES**  
**GRANDES CULTURES**  
**2015 / 2016**

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées	
ZAGHOUAN	ZAGHOUAN	TOUTE IMADA	100	
	ZRIBA	TOUTE IMADA	100	
	BIR MCHERGA	BIR MCHERGA	100	
		SMINJA	97	
		JBEL EL OUEST	100	
		DLAYEL LARROUS	80	
		AIN ASKAR	100	
		BOUCHA	90	
		GARE	100	
		AIN SAFSAF	100	
		FAHS	FAHS NORD	100
			FAHS SUD	100
	OUED KADRA		92	
	BINT SAIDANE		100	
	DHRAA		87	
	AMAYAM NORD		50	
	AMAYAM SUD		100	
	DHROU		91	
	TLIL SALHI		80	
	OUM LABOUEB		83	
	OULED ZWEBI		100	
	EL GRIFET		95	
	BIR MOGRA	93		
	NADHOUR	TOUTE IMADA	100	
	SAOUEF	TOUTE IMADA	100	

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
BIZERTE	MATEUR	ARAB MAJOUR	27
		BHEYA	18
		BOUMKHILA	15
		ENNASR	29
		NAFETE	24
		TERGLECHE	44
	JUMINE	AOULED GANEM	13
		BERRAYESS	34
		TOUAJNIA	20
	UTIQUE	UTIQUE JADIDA	20
		UTIQUE	13
		EL HAOUTH	10
		BESBASSIA	13
		MABTOUH	16
		BACH HAMBA	11
		AIN GHELEL	5
		SIDI OTHMANE	5

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
NABEUL	GROMBALIA	AIN TEBORNEK	15
		JBEL TARIF	26
		GROMBALIA Est	5
		GROMBALIA Ouest	2
	KORBA	KORBA	41
		TAZERKA	73
		BOULIDINE	80
		BOUJRIDA	87
		DIAR EL HAJEJ	77
		GARAA SASSI	78
		BNI AYECH	83
	NABEUL	BIR CHALLOUF	75
		HEDI CHAKER	83
	DAR CHABANE FEHRI	EL FEHRI	100
		DAR CHABANE	50
		AMROUNE	67
		EL FRININE	56
	BNI KHIAR	BNI KHIAR	61
		EL MAMOURA	50
		DHIAR BEN SALEM	67
		ESSOMÂA	44
		EL HALFA	15
	HAMMAMET	EL ATRACH	100
		EJDIDI	100
		MNARA HAMMAMET	100
		BIR BOURAGBA	100
	BOUARGOUBE	BORJ HAFIDH	100
		SIDI DHAHER	100
		BOUARGOUB EL JOUFIA	100
		EL KARROUBA	100
		EL MACHROUHA	100
	MIDA	MIDA	8
		OM DHOUIL	11
TAFLOUNE		20	
LEBNA		25	
EL GHERCHINE		13	
BNI KHALED	SIDI TOUMI	50	
MENZEL TEMIME	ASFOUR	2	

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
BEJA	GBOULAT	GBOULAT	73
		KACHAB	65
		EL GAMRTY	87
		GRAM	88
		DOUR ISMAIL	58
		CHIK EL WEDYANE	79
		KNIKET DAHANE	67
		BIR EL ECH	86
	MEDJEZ EL BAB	MEDJEZ SUD	33
		SIDI RAIS	76
		EL MOUATIS	11
		GRICH EL OUADI	58
		SIDI NASR	35
		EL HARI	33
		CHAOUACH	64
		TOUKABEUR	68
		HIDOUSS	68
		EL JDIDI	73
		SIDI MDINE	86
		EL GRIATH	65
	TESTOUR	TESTOUR	79
		OULED SLAMA	70
		OUED ZARGA	50
		SIDI AMEUR	63
		ESSKIRA	64
		ESSLOUGUIA	80
		SIDI ABDELAZIZ	71
		AIN YOUNES	88
		ZELDOU	78
		MZOUGHHA	90
	BEJA SUD	EL MKACHBIYA	33
		HAMMAM SAYALA	20
		ZOUAGHA	11
SIDI ISMAIL		19	
SIDI ESSHILI		19	
MASTOUTA		20	

<b>GOUVERNORAT</b>	<b>DELEGATION</b>	<b>IMADA</b>	<b>Pourcentage des superficies sinistrées</b>
<b>BEN AROUS</b>	<b>MORNAG</b>	<b>SIDI SALEM EL GARSI</b>	<b>100</b>
		<b>EL KABOUTTI</b>	<b>88</b>
		<b>ELKANA</b>	<b>74</b>
		<b>AIN RKAD</b>	<b>97</b>
		<b>ELKSIBI</b>	<b>91</b>
		<b>OUDNA</b>	<b>72</b>
		<b>ERRISALA</b>	<b>20</b>
		<b>JBEL ERSASS</b>	<b>25</b>
	<b>MHAMDYA</b>	<b>SIDI FREJ</b>	<b>91</b>
		<b>MONJI SLIM</b>	<b>100</b>
		<b>CITE SAADA</b>	<b>100</b>
		<b>CITE NASSIM</b>	<b>100</b>
	<b>FOUCHANA</b>	<b>NAASSEN</b>	<b>90</b>
		<b>DOUAR EL HOUCH</b>	<b>88</b>
		<b>CHEBDA</b>	<b>73</b>
		<b>EL MGHIRA</b>	<b>71</b>
		<b>FOUCHANA</b>	<b>100</b>
	<b>BOUMHEL</b>	<b>BOUMHEL</b>	<b>100</b>
	<b>HAMMAN CHATT</b>	<b>HAMMAN CHATT</b>	<b>100</b>

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
MANOUBA	BORJ EL AMRI	MENZEL HABIB	96
		BORJ EL AMRI	70
		EL MSAADINE	50
		BORJ NOUR	76
	EL MORNAGUIA	FAJA	27
		HAMIME	18
		SIDI ALI HATTAB	26
	EL BATTANE	EL MAHFOURA	77
		BORJ TOUMI	8
	MANOUBA	SAIDA	100
		EL RIADH	23
		SANHAJA	100
	TEBOURBA	MALAHA	10
		DKHILA	5
		EL ANSARINE	7
		ECHWIGUI	2

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
KEF	KEF OUEST	OUED RMEL NORD	40
		OUED RMEL SUD	45
	KEF EST	OUED SOUANI SUD	25
		OUED SOUANI NORD	20
		ZAAFRANE	20
		EDDIR	20
	NEBEUR	NEBEUR	30
		MELLEQUE	25
		SARKOUNA	25
		SIDI KHIAR	30
		KSSAR	30
		BAHRA	30
		SIDI MEDINE	20
		TELL GHOUZLANE	25
		CHTETLA	25
		TOUIREF	30
		OUELJET ESSIDRA	20
MELALA	20		
LADHIAB	30		

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
KEF	SERS	ARBASS	100
		BOUSLIHA	100
		LASS	100
		ABAR OUEST	100
		ABAR EST	100
		MARJA	100
		SERS SUD	100
		SERS NORD	90
	DAHMANI	ZOUARINE	70
		MEDINA	100
		SIDI BARAKET NORD	100
		SIDI BARAKET SUD	100
		ABIDA	100
		THREMDA	100
		IBBA	100
	KSSOUR	AIN EL KHESSIBA	100
		BALOU	100
		LOUATA	100
		ZITOUNA	100
		AIN FADHIL	50
		KSSOUR	100
		TEJEROUINE NORD	80
		TEJEROUINE SUD	100



GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
KEF	TEJEROUINE	CITE BOURGUIBA	100
		AÏN EL ABAR	100
		MENZEL SALEM	100
		BORJ EDDIWANA	100
		GARM EL HALFAYA	100
		SIDI ABD EL BASSET	100
		EL HOUDH	30
		JEZZA	30
		SIDI MTHIR	40
		ENNAJET	40
		JERISSA	TOUTE IMADA
	KALAA EL KHASBA	S. A. SALAH	100
		EL HINTAYA	100
		KALAA EL KHASBA	100
		NADOUR	100
	KALAAT SINAN	KALAAT SINAN	99
		AIN SINAN	97
		SAFSAF	100
		BOU JABEUR	100
		SAD EL KHIR	100
		EL FALTA	100
		EL HAMIMA	100
		MZITA	100
		EL MAHJOUBA	100
	ESSAKIA	ESSAKIA	20
		SFAYA	20
		FORCHENE	30
		JRADOU	10
		AIN MEZER	10
		AIN KARMA	100
		SIDI RABEH	100
		TABIA	100

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
SILIANA	SILIANA SUD	SEFINA	41
		MARJ MKADEM	57
		OULED ZNEG	64
		KABEL	41
		SIDI MORCHED	56
		SIDI HAMADA	45
		SIDI MANSOUR	59
		SEJJA	43
	SILIANA NORD	ARAB	31
		JEMA	33
		JOUA	27
		MASSOUJ	18
		KHALSA	17
		AIN DISSA	49
	BARGOU	SIDI SAID	8
		AIN FORNA	3
		AHOUEZ BARGOU	4
		OULED FREJ	9
		BHIRINE	8
		AIN BOUSSADIA	17
		DRIJA	42
	BOUARADA	LAHOUEZ	87
		HENCHIR ROUMANE	82
		TARF CHNAA	95
		SIDI ABD ENNOUR	91
		FTISS	97
	AROUSSA	LAROUSSA	100
		BOUJLIDA	100
		MOUSRATA	100
		REMIL	100
SIDI AYED		100	
GAAFOUR	GAAFOUR NORD	100	
	GAAFOUR OUEST	78	
	LAHOUEZ NORD	66	
	LAHOUEZ SUD	56	
	LAKHOUAT	45	
	AKSAB	74	

GOUVERNORAT	DELEGATION	IMADA	Pourcentage des superficies sinistrées
SILIANA	BOUROUIS	TRICHA	89
		AIN ACHOUR	49
		ABASSI	36
		KRIB GARE	47
		BOUROUIS SUD	32
		BOUROUIS NORD	70
	MAKTHAR	GARAA	39
		CHOUARNIA	38
		SNED HADDAD	31
		RAS OUED	26
		BEZ	52
		SOUALEM	53
		LASSDINE	100
		BENI HAZEM	43
		SAYAR	29
	ROUHIA	ROUHIA	95
		EL HERYA	95
		EL MSAHLA	98
		EL HMIMA	96
		JMILET	100
		BOU AJILA	100
		SMIRAT SUD	100
		SMIRAT NORD	100
		HBABSA SUD	100
		HBABSA NORD	100
	KESRA	KESRA	61
		EL HMAM	52
		LOUZA	100
		BOU ABDALLAH	63
		EL FOUDOUL	100
MANSOURA NORD		100	
MANSOURA SUD		100	
EL GARIA NORD		100	
EL GARIA SUD		100	

<b>GOUVERNORAT</b>	<b>DELEGATION</b>	<b>IMADA</b>	<b>Pourcentage des superficies sinistrées</b>
<b>SOUSSE</b>	<b>BOUFICHA</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>NFIDHA</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>KANDAR</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>KALA KOUBRA</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>SIDI BOU ALI</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>HERGLA</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>KALA SOUGRA</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>MSAKEN</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
	<b>SIDI EL HENI</b>	<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>

<b>MAHDIA</b>		<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
---------------	--	--------------------	------------

<b>KAIROUAN</b>		<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
-----------------	--	--------------------	------------

<b>KASSERINE</b>		<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
------------------	--	--------------------	------------

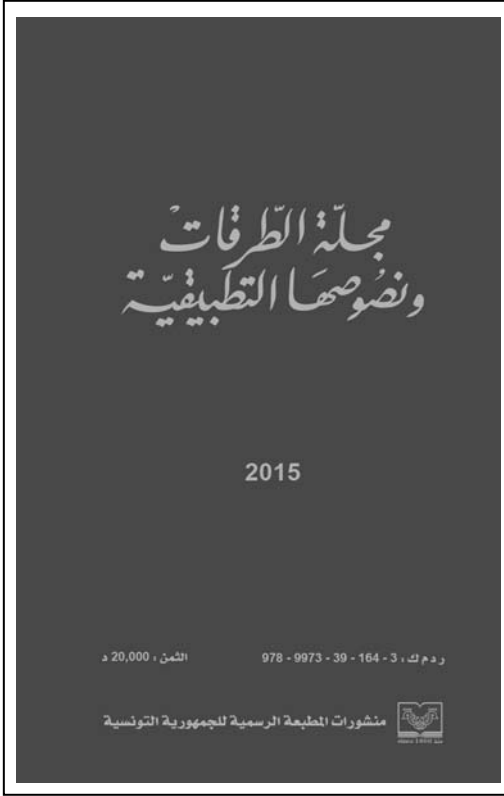
<b>SIDI BOUZID</b>		<b>TOUTE IMADA</b>	<b>100</b>
--------------------	--	--------------------	------------

*Pour la légalisation de la signature : le président de la municipalité*

*ISSN.0330.7921*

*Certifié conforme : le président directeur général de l'I.O.R.T*

"Ce numéro du Journal Officiel de la République Tunisienne a été déposé au siège du gouvernorat de Tunis le 3 août 2016"



## منشورات : 2015

ردم ك 3-164-39-9973-978

عدد الصفحات : 488

الحجم : 20 X 13

الثلثن : 20,000 د

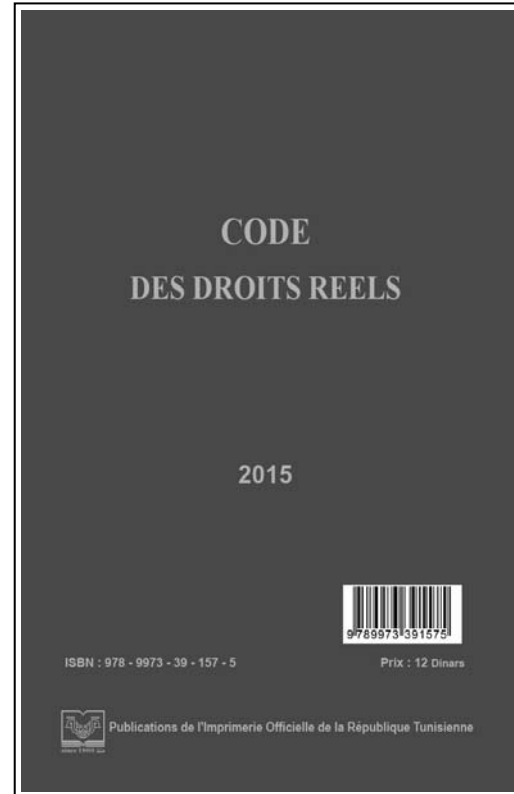
## Edition : 2015

ISBN : 978-9973-39-157-5

Page : 296

Format : 20 X 13

Prix : 12,000 D

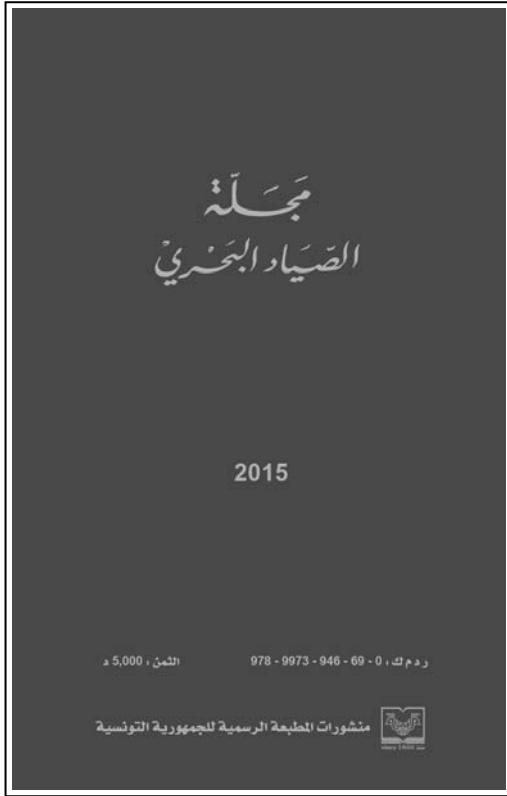


\* Ces publications ne sont pas assujetties à la T.V.A.

\* Plus 500 millimes (timbre fiscal) pour chaque facture émise.

\* لا تخضع هذه المنشورات للأداء على القيمة المضافة.

\* يضاف للثلثن 500 مليم (طابع جبائي) على كل فوترة.



## منشورات : 2015

ردمك 978-9973-946-69-0

عدد الصفحات : 62

الحجم : 20 X 13

التمن : 5,000 د

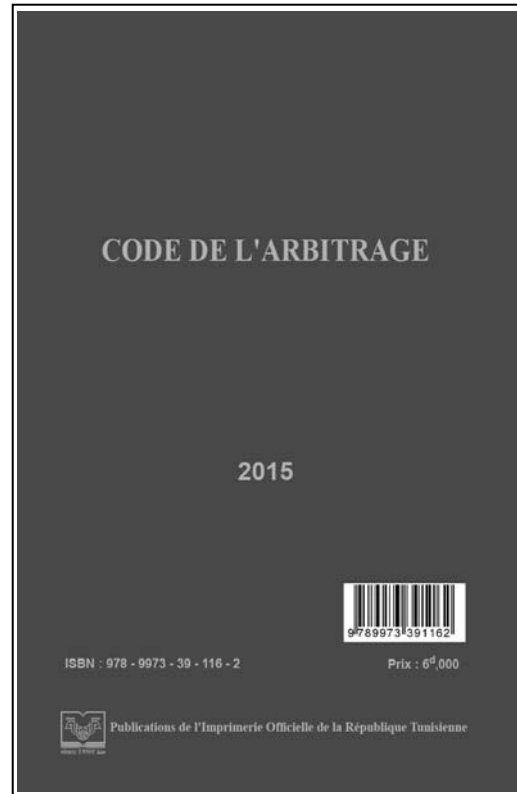
## Edition : 2015

ISBN : 978-9973-39-116-2

Page : 112

Format : 20 X 13

Prix : 20,000 D



\* Ces publications ne sont pas assujetties à la T.V.A.

\* Plus 500 millimes (timbre fiscal) pour chaque facture émise.

\* لا تخضع هذه المنشورات للأداء على القيمة المضافة.

\* يضاف للتمن 500 مليم (طابع جبائي) على كل فوترة.



L'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

En Ligne



le site web de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne est entré en ligne le 22 Janvier 2009 sous l'adresse suivante : ***www.iort.gov.tn***

Le site web fonctionne en trois langues arabe, anglaise et française et permet à l'utilisateur de consulter en temps réel :

- le Journal Officiel des lois, décrets et arrêtés depuis l'année 1956,
- le Journal Officiel des annonces légales ,réglementaires et judiciaires,
- le Journal Officiel du Tribunal Immobilier,
- les Codes juridiques

Le site web permet à son utilisateur sur sa demande de bénéficier de la prestation « insertion des annonces légales et réglementaires » sur CD à travers des modèles préétablis figurant dans le site.



# **A** **BONNEMENT**

au Journal Officiel  
de la République Tunisienne

Lois, Décrets et Arrêtés

*Pour l'acquisition de votre abonnement au Journal Officiel :*

Contactez le siège de l'Imprimerie Officielle, avenue Farhat Hached, 2098 Radès -  
Tél. : 71.434.211 ou l'un des bureaux de vente ci-après :

- \* **1000 - Tunis** : 1 rue Hannon - Tél. : 71.329.637
- \* **1002 - Lafayette** : 18 rue d'Irak - Tél. : 71.842.661 - Fax : 71.844.002
- \* **4000 - Sousse** : Cité C.N.R.P.S rue Rabat – Tél. : (73) 225.495
- \* **3051 - Sfax** : Merkez El Alia, route El Ain, Km 2.2 Sfax - Tél. : (74) 460.422

**Le paiement se fera en espèces ou par chèques ou par virement postal ou bancaire au nom de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne à l'un des comptes ci-après :**

**Tunis :**

**C.C.P. N° 17. 001 00000000 61015 - 85**  
**S.T.B. : Thameur 10.000.0000576088.788.79**  
**B.N.A. : Tunis 03. 000 0100115006046 - 07**  
**U.I.B. : Agence Afrique 12 001 000 35 00 701 004/30**  
**A.T.B. : Agence Mégrine 01.100.028 1104 2433 87 90**  
**Attijari bank (Liberté) : 04 1020 024047001997 - 74**  
**B.I.A..T. (Mégrine) : 08 2030 005230 000028 - 29**  
**Attijari bank (Radès) : 04. 1000 094047001039 - 69**

**Sousse :**

**S.T.B. : 10 609 089 1004125 788 66**

**Sfax :**

**B.I.A.T. : 08 70300044 30 000018 - 67**

**Prix du numéro du J.O.R.T de l'année en cours**

*Edition originale : 1,500 dinars + 1% F.O.D.E.C.*

*Traduction : 2,100 dinars + 1% F.O.D.E.C.*

**Frais d'envoi en sus**